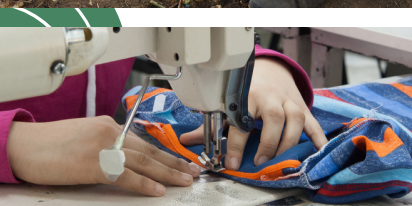




Co-funded by
the European Union

Migrants
Integration into the
Labour
Market and
Ecological
Transition



MILMET MANUEL

VERSION FRANÇAISE

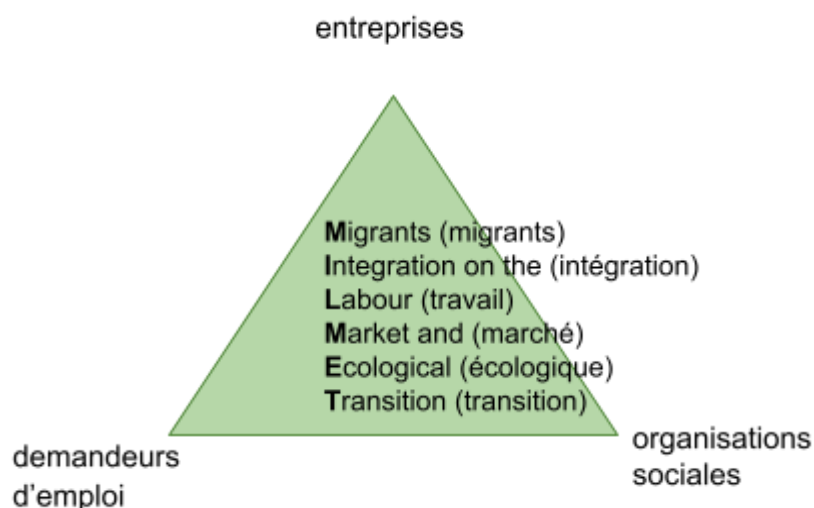


Sommaire

- *Introduction du manuel*
- *Introduction aux migrations en Europe*
- *Situations nationales/pays en matière de migration*
 - 1. *France*
 - 2. *Grèce*
 - 3. *Italie*
 - 4. *Roumanie*
 - 5. *Espagne*
- *Introduction Économie verte*
- *Informations sectorielles (nationales)*
 - 1. *France*
 - 2. *Grèce*
 - 3. *Italie*
 - 4. *Roumanie*
 - 5. *Espagne*
- *Description de l'unité et modèle*
- *Annexes*

Introduction

Les principaux groupes cibles de ce manuel sont les trois acteurs essentiels de l'intégration sur le marché du travail : les entreprises, les organisations sociales et les demandeurs d'emploi. Il sera particulièrement utile aux professionnels tels que les formateurs, les médiateurs culturels et les facilitateurs qui aident les migrants à s'intégrer dans la société d'accueil. En effet, des barrières structurelles limitent l'accès de nombreux migrants au marché du travail.



Le manuel a été édité dans le cadre du projet Erasmus+ MILMET qui vise à favoriser l'intégration des migrants sur le marché du travail en identifiant et en utilisant leurs compétences professionnelles, en mettant en contact les migrants et les entreprises vertes et en sensibilisant les entreprises et les autorités aux questions d'intégration des migrants.

Cinq organisations de différents pays ont participé à l'élaboration de ce manuel et des autres résultats du projet : Afidel en France, Dafni Kek en Grèce, Bucovina Institute en Roumanie, Precious Plastic en Espagne (Îles Canaries) et Duemilauno Agenzia Sociale en Italie. Toutes les organisations partenaires sont impliquées dans l'intégration du marché du travail, les droits des migrants et/ou le développement de l'économie verte. Le consortium considère que l'économie verte est essentielle pour répondre à de nombreux besoins humains et environnementaux et qu'elle peut être une source précieuse d'emplois pour les communautés de migrants.

Dans ce manuel, les utilisateurs trouveront

- Des informations sur le contexte migratoire dans les cinq pays du projet ;
- Des informations sur les cinq secteurs durables ciblés par le projet ;
- Méthodologies d'enseignement : lignes directrices ;
- Les structures et le contenu des unités d'enseignement.

Ce manuel est accompagné d'une boîte à outils contenant des outils supplémentaires pour les cinq langues nationales et les cinq secteurs verts. Il comprend également des modèles qui peuvent être utilisés pour développer de nouveaux outils. Le manuel et la boîte à outils peuvent être utilisés simultanément.

Dans les sections suivantes, nous présenterons les contextes migratoires dans les cinq pays du projet (France, Grèce, Italie, Roumanie, Espagne (îles Canaries)), suivis d'une présentation de cinq secteurs dits verts, ou durables, sur lesquels travaillent les organisations partenaires : Agriculture (France)

- Recyclage des matériaux (Grèce)
- Recyclage du textile (Italie)
- Recyclage de meubles (Roumanie)
- Recyclage du plastique (Espagne).

Les unités d'enseignement présentées dans ce manuel sont basées sur la méthode "apprendre en faisant", une manière universelle de reconnaître de nouvelles compétences, à la fois intellectuelles et pragmatiques. L'apprentissage par la pratique est réputé pour permettre aux apprenants d'utiliser leurs compétences (et de faire des erreurs), plutôt que de les conserver comme de la matière grise (et de ne jamais les utiliser). C'est pourquoi les sessions d'enseignement de ce manuel sont planifiées de deux manières : l'étude de la langue et l'utilisation de la langue par le biais d'ateliers. De cette manière, les apprenants deviennent les principaux acteurs de leur processus d'apprentissage.

Contextes migratoires

La migration en Europe

L'Europe est une destination pour les routes migratoires. Le continent peut être soit une destination transitoire, soit une destination finale. Par ses nombreuses frontières, l'Europe est accessible depuis tous les points cardinaux, même si sa situation géographique favorise plutôt l'immigration terrestre via les régions limitrophes du Sud et du Sud-Est. Alors que les voies de migration légales sont terrestres, aériennes et maritimes, les principales voies de migration illégale se concentrent sur les types de frontières terrestres et maritimes, telles que : la route de la Méditerranée centrale, la route des Balkans occidentaux, la route de la Méditerranée orientale, la route de la Méditerranée occidentale, la route de l'Afrique occidentale, la route des frontières orientales, la route circulaire de l'Albanie à la Grèce et la route de la mer Noire (FRONTEX, 2023). Les opérations de surveillance des frontières extérieures de l'Europe sont menées par l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes, communément appelée FRONTEX ([FRONTEX](#), 2023). Toutefois, si "l'espace commun de libre circulation" ([FRONTEX](#), 2023), connu sous le nom d'espace Schengen, a facilité la circulation des personnes en Europe, l'immigration, y compris la manière de la gérer et d'assurer l'intégration sociale, reste un sujet politique central dans l'UE ([European Home Affairs](#), 2023).

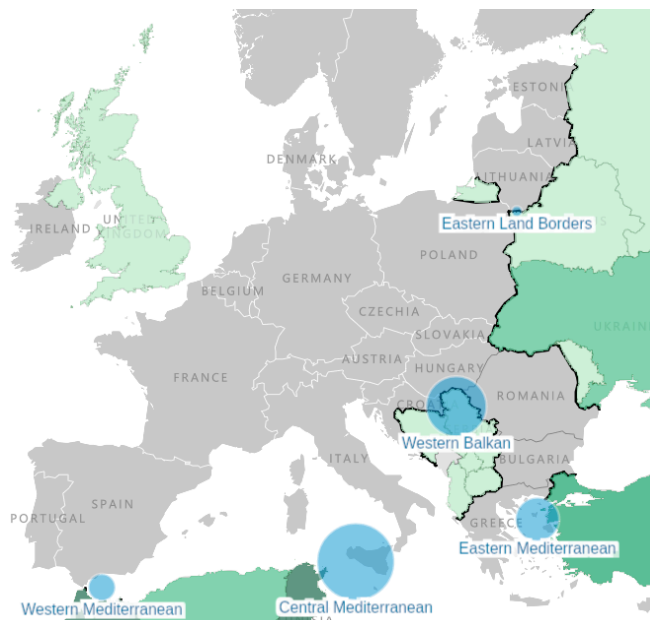


Figure 1 : Capture d'écran de Frontex (2023) : The current migration situation in Europe

Les politiques migratoires en Europe fluctuent en fonction des crises, des conflits et des changements. Par exemple, l'UE a récemment décidé d'introduire le régime de protection temporaire et d'accorder aux demandeurs d'asile des droits harmonisés sur tout le continent ([Consilium](#), 2022). Les politiques migratoires prolongent ou raccourcissent les processus d'intégration des migrants sur le marché du travail et, dans l'ensemble, dans la société du pays d'accueil. Bien qu'une Agence de l'Union européenne pour l'asile (AUEA) travaille à l'harmonisation des pratiques en matière d'asile dans tous les États membres de l'UE+, les autorités nationales chargées de l'asile et de l'accueil restent responsables de leurs procédures et de leurs systèmes (AUEA, 2023). Cette section présentera donc les contextes migratoires dans chacun des cinq pays partenaires : France, Grèce, Italie, Roumanie et Espagne (îles Canaries).

Bibliographie Europe

Consilium, Press, Ukraine : le Conseil établit à l'unanimité une protection temporaire pour les personnes fuyant la guerre (2022). Consulté en ligne le 26 juin 2023 sur le site <https://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2022/03/04/ukraine-council-introduces-temporary-protection-for-persons-fleeing-the-war/pdf>

Affaires intérieures européennes. Espace Schengen. Consulté en ligne le 2023, 26 juin sur https://home-affairs.ec.europa.eu/policies/schengen-borders-and-visa/schengen-area_en

Réseau européen des migrations. L'impact du COVID-19 dans la zone de migration dans les pays de l'UE et de l'OCDE (2021). Consulté sur : <https://www.oecd.org/migration/mig/00-eu-emn-covid19-umbrella-inform-en.pdf>

Agence de l'Union européenne pour l'asile (AUEA), What we do. Consulté le 26 juin 2023 sur : <https://euaa.europa.eu/about-us/what-we-do>

FRONTEX, Detections of illegal border-crossings statistics download, 2023), consulté en ligne sur https://frontex.europa.eu/assets/Migratory_routes/2023/IBC_PRESS_20230904.xlsx

FRONTEX, Carte de la situation actuelle des migrations en Europe, consulté le 26 juin 2023 sur : <https://frontex.europa.eu/what-we-do/monitoring-and-risk-analysis/migratory-map/>

FRONTEX, Qui sommes-nous (2023). Consulté le 26 juin 2023 sur : <https://frontex.europa.eu/about-frontex/who-we-are/tasks-mission/>

La migration en France

En 2020, la plupart des migrants arrivant en France sont originaires du continent africain (41 %). Les autres régions d'origine étaient l'Europe (32 %), l'Asie (16,1 %) et, dans une moindre mesure, l'Amérique et l'Océanie (10,9 %) (Insee, 2022). Parmi les migrants originaires d'Afrique, la plupart sont nés au Maroc (9,5 %), en Algérie (7,1 %) et en Tunisie (4,5 %). Parmi les Européens, la plupart étaient originaires d'Italie (4,5 %), d'Espagne (3,3 %) et du Royaume-Uni (3,2 %).

En 2021, la France a enregistré :

- 104 190 demandes d'asile ont été admises (OFII) ;
- 29 004 demandes de regroupement familial, dont 11 358 ont été admises ;
- 53 260 visites médicales réalisées dans les bureaux de l'OFII.

Les demandes de séjour en France ont fortement augmenté pendant la crise du covid-19. De plus, l'écart entre les demandes en attente et l'acceptation officielle française est plus important que jamais depuis 2007. Comme le montre la figure 1, en 2021, plus de 29 000 demandes ont été déposées, mais moins de 15 000 ont reçu une réponse positive.

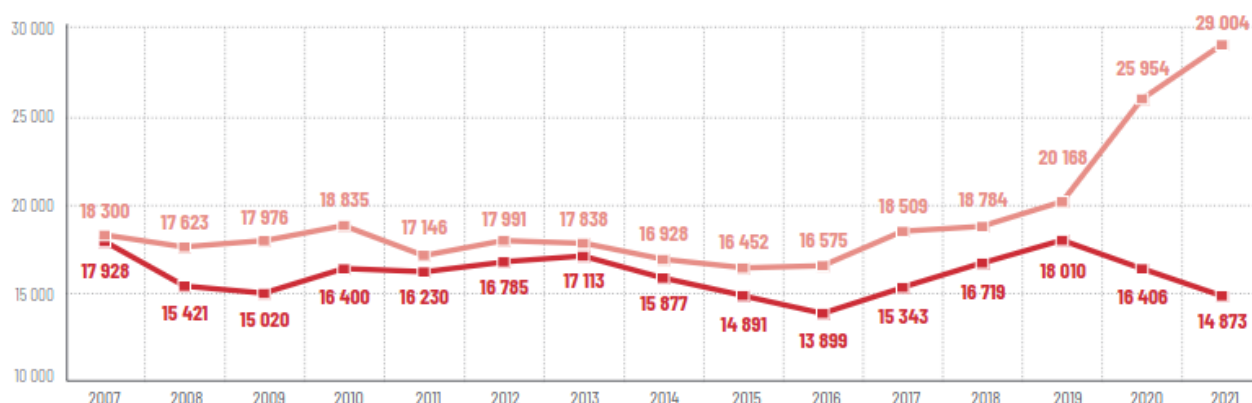


Figure 1 Submitted migration demands (pink) and admitted ones (red) from 2007-2021, OFII ¹

Procédures d'immigration et aide aux migrants

Les migrants originaires de régions hors de l'Union européenne doivent demander le droit de séjourner en France de manière permanente ou temporaire, soit en demandant l'asile politique, soit en demandant le regroupement familial, un visa de long séjour ou un visa médical.

Lors de leur première entrée sur le territoire, ils sont soumis à des contrôles administratifs et médicaux. Une fois cette première étape franchie, les personnes souhaitant bénéficier d'une protection internationale (asile) déposent une demande qui sera instruite par l'Office français des réfugiés et de la protection des apatrides (OFPRA, 2023) ou la Cour nationale du droit d'asile (CNDA, 2023). Pendant la période d'instruction,

¹ OFII (2022). Editio.

https://www.ofii.fr/wp-content/uploads/2022/07/HR_RA_OFII_2021_21x297_p3_p114_compressed.pdf

les demandeurs d'asile bénéficient d'une autorisation temporaire de séjour ainsi que d'une aide matérielle sous la forme d'une allocation et d'un hébergement dans un centre d'accueil pour demandeurs d'asile.

L'Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII) est chargé d'identifier le niveau d'éducation des migrants. Dans le cadre du Contrat d'Intégration République (CIR) ([Service Public](#), 2021) et en fonction des résultats de leurs tests linguistiques, les migrants doivent suivre des cours de français obligatoires ou sont dispensés de passer le niveau A1 (Cadre Européen Commun de Référence).

En fonction de leur situation en France, les migrants se voient proposer un hébergement dans différentes institutions ([CIMADE](#), 2019) :

- Les solutions régionales d'hébergement d'urgence (HUDA). ([Gouv.fr](#), 2023) ;
- Centre d'accueil pour demandeurs d'asile : Hébergement des personnes dont la demande de protection internationale est en cours (CADA). ([RFSMS](#), 2023) ;
- Centres d'hébergement temporaire pour les personnes ayant obtenu une protection internationale. Ils fournissent également une aide à l'intégration socio-économique. (CPH).

L'intégration des migrants sur le marché du travail français

Dès qu'une personne migrante adulte possède un permis de séjour en France, elle est aidée par Pole Emploi pour trouver un emploi qui corresponde à ses besoins. Les taux de chômage actuels avoisinent les 7 % en France métropolitaine ([Insee](#), 2023). Dans les deux sexes, les taux les plus élevés sont observés dans le groupe des 15-25 ans (femmes : 14,8% ; hommes : 18,6%). L'intégration des migrants sur le marché du travail est particulièrement affectée par des facteurs tels que l'origine et la nationalité, le niveau d'éducation, le temps passé en France, le manque de reconnaissance des qualifications ainsi que les compétences linguistiques ([Brinbaum](#), Y., 2018, Chiswick & Miller, 2014). Les migrants qui trouvent un emploi le font souvent grâce à leurs réseaux personnels. Une partie de la solution pour augmenter l'emploi des migrants est d'améliorer la compréhension du marché du travail français ainsi que le niveau de langue française. (Les migrants qui trouvent un emploi le font souvent par l'intermédiaire de leurs réseaux personnels. De cette manière, les migrants qui auraient compris le marché français et appris la langue française, seraient qualifiés et récompensés pour les postes vacants.

Deux plans de formation-emploi sont actuellement en vigueur en France ([Préfecture](#), 2023, p.83-85) :

- L'aide au logement, à l'orientation et à l'emploi des personnes (HOPE) vise à faciliter l'intégration des migrants dans la société française et donc leur accès au marché du travail. L'approche de ce plan consiste à former les demandeurs d'emploi migrants à des emplois (qualifiés) dans des secteurs en pénurie. Il comprend également des plans d'hébergement ainsi qu'un soutien administratif et social ;
- Global Care and Refugees' Integration (AGIR) est un plan qui coordonne les actions de différentes organisations afin d'aider les réfugiés en matière d'hébergement, de formation et de soutien administratif pour une période moyenne de 20 mois.

L'intégration des migrants sur le marché du travail en Haute-Garonne

En 2019, la Haute-Garonne affiche un taux d'emploi de 75,3 % pour les résidents âgés de 15 à 64 ans. Les migrants ukrainiens ont un permis de séjour temporaire en France, ce qui leur permet de trouver un emploi. ([France bleu](#), 2023) Actuellement, il existe peu de données sur l'intégration des migrants sur le marché du travail local en Haute-Garonne, bien que certaines organisations professionnelles et à but non lucratif recueillent des données sur l'emploi afin de prendre en compte les besoins du marché dans l'intérêt des demandeurs d'emploi et des employeurs. En fait, chaque année, l'Agence française pour l'emploi répertorie les emplois les plus proposés au niveau régional et au niveau départemental ([IMT de Pole Emploi](#), 2023). Par exemple : aide à la personne (garde d'enfants, garde d'adultes), comptabilité, conciergerie, aide-soignante, tous les emplois étant affichés avec le lien "offres d'emploi".

Selon les données de l'agence locale pour l'emploi Job-en-Commings, les principaux secteurs recruteurs autour de Saint-Gaudens sont : la santé (infirmier, personnel soignant, aide-soignant), la construction, l'industrie (mécanicien), la restauration et la grande distribution (chef de rayon). Il n'existe cependant pas de données sur l'importance de l'emploi des migrants dans ces secteurs.

Le manque d'informations sur l'intégration des migrants sur le marché du travail peut avoir plusieurs explications :

- les demandeurs d'emploi migrants s'engagent dans une formation et n'accèdent pas suffisamment au marché du travail à long terme pour être pris en compte dans les taux ;
- les demandeurs d'emploi migrants ont déménagé

Bibliographie France

Social action (2023). Reception centre for asylum seekers (CADA). Accessed on 2023, July 10 on https://annuaire.action-sociale.org/etablisements/readaptation-sociale/centre-accueil-demandeurs-asile--c-a-d-a---443.html#google_vignette

Brinbaum, Y. (2018). Incorporation of Immigrants and Second Generations into the French Labour Market: Changes between Generations and the Role of Human Capital and Origins. *Social Inclusion*, 6(3), 104-118. doi:<https://doi.org/10.17645/si.v6i3.1453>

CNDA, Cour Nationale du Droit d'Asile (2023). Accessed on 2023, July 10 on www.cnda.fr/English

INSEE, Institut national de la statistique et des études économiques (2023). Statistics and studies. L'essentiel sur... les immigrés et les étrangers. Retrieved online <https://www.insee.fr/fr/statistiques/3633212#graphique-infographie>

INSEE, National Institute of Statistics and Economic Studies (2023). Unemployment rates by gender and age. Retrieved online <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2532173>

La Cimade (2018). Typology of different accommodation facilities for migrants. Retrieved online

<https://www.lacimade.org/publication/typologie-lieux-hebergement-migrants/>

Marco, Jeanne-Marie (2023). France Bleu. Société. Un An de guerre en Ukraine : 13% des réfugiés sont inscrits à Pôle emploi en Occitanie. Accessed on 2023 June 26 on

<https://www.francebleu.fr/infos/societe/un-an-de-guerre-en-ukraine-13-des-refugies-sont-inscrits-a-pole-emploi-en-haute-garonne-dit-la-prefecture-8348731>

OFII (2022). Editio. Consulté en ligne

https://www.ofii.fr/wp-content/uploads/2022/07/HR_RA_OFII_2021_21x297_p3_p114_compressed.pdf

OFPPA, Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides (2023). Consulté le 2023, 10 juillet sur

<https://www.ofppa.gouv.fr/>

Pôle Emploi (2023). Météo de l'emploi. Occitanie. Consulté le 26 juin 2023 sur

<https://www.pole-emploi.fr/region/occitanie/meteo-de-lemploi.html>

Préfecture. Occitanie. Schéma régional d'accueil des demandeurs d'asile et des réfugiés - Région Occitanie 2020-2023 Consulté en ligne

https://www.prefectures-regions.gouv.fr/occitanie/content/download/89107/572276/file/SRADAR_2020-2023_Occitanie.pdf.

Préfecture. Pas-de-Calais. Services de l'Etat. Hébergement d'Urgence pour Demandeurs d'Asile (H.U.D.A.). Consulté le 2023, 10 juillet sur

<https://www.pas-de-calais.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Cohesion-Sociale-Politique-de-la-Ville/Integration-des-etrangers-en-France/Hebergement-d-Urgence-pour-Demandeurs-d-Asile-H.U.D.A>

Service public (2021). Qu'est-ce que le contrat d'intégration républicaine (CIR) ? Consulté le 2023, 10 juillet

<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F17048?lang=en>

La migration en Grèce

La Grèce est l'une des principales portes d'entrée dans l'UE pour les migrants d'Asie et d'Afrique qui cherchent à fuir la guerre et les difficultés économiques de leur pays. Selon le HCR (2022), 147 420 réfugiés et 22 117 demandeurs d'asile étaient présents en Grèce en juin 2022. Au total, on estime que 18 780 personnes sont entrées en Grèce cette année-là, soit par les frontières terrestres, soit par les frontières maritimes. La majorité d'entre eux étaient des hommes (57,4 %), suivis par les femmes (21,6 %) et les mineurs (21 %) (Portail de données opérationnelles du HCR, 2023). Parmi les 28 320 demandes d'asile reçues en 2021, la plupart concernaient des personnes originaires d'Afghanistan, du Pakistan, de Syrie, du Bangladesh, de Turquie, d'Irak et de Somalie. D'importants retards dans le traitement des demandes ont été signalés et 60 % des demandes ont obtenu le statut de protection internationale, de réfugié ou de protection subsidiaire (Conseil grec pour les réfugiés, 2023). Le nombre total de ressortissants de pays tiers détenus dans des centres de détention avant renvoi (PRDF) en 2021 était de 12 020, dont 6 447 étaient des demandeurs d'asile (GCR, 2023).

La guerre en Ukraine et la pandémie de Covid-19 ont mis à rude épreuve les infrastructures d'accueil des migrants, en particulier dans un pays déjà fortement touché par les politiques nationales d'austérité. Pendant la pandémie de Covid-19, les réfugiés ont été confinés dans des centres d'accueil déjà surpeuplés. (Brändle, Eisele & Trenz, 2019 ; Cinally & Trenz, 2018, Triandafyllidou, 2022). En outre, selon OPORA (2023), le nombre de citoyens ukrainiens entrés dans le pays après le début de l'invasion russe est estimé à environ 77 258 personnes et le nombre de ceux qui ont reçu un statut de protection temporaire est d'environ 21 202 personnes.

À la suite de la déclaration UE-Turquie de 2016, qui a entraîné la fermeture de la route migratoire des Balkans occidentaux, le statut de la Grèce est passé de celui de pays de transit à celui de pays de destination des réfugiés. Par conséquent, la politique officielle à l'égard des migrants et des réfugiés s'est détournée de l'aide humanitaire pour se concentrer sur des solutions à plus long terme. La nouvelle stratégie nationale d'intégration, adoptée en 2021, a élargi les politiques relatives à l'accès à l'éducation et à la formation des migrants dans le pays, au respect des droits de l'homme et à la création d'emplois dans des secteurs essentiels de l'économie grecque. L'objectif de cette politique est d'augmenter le PIB, au bénéfice des Grecs et des réfugiés, ainsi que de faciliter les réinstallations dans d'autres pays et la mise en œuvre de politiques de retour. La stratégie nationale prévoit des mécanismes de coordination entre les autorités nationales, régionales et locales. D'autres acteurs, tels que les ONGI et les ONG, ont également joué un rôle important dans la préparation, l'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie (Υπουργείο Μετανάστευσης και Ασύλου, 2021).

Malgré les avancées de la politique migratoire, Human Rights Watch (2022) a signalé un grand nombre de violations des droits des migrants en Grèce, notamment des pratiques violentes aux frontières, des détentions arbitraires et des décès aux frontières grecques. Ces pratiques ont également été critiquées par le HCR, l'OIM, le rapporteur spécial des Nations unies sur les droits de l'homme des migrants, le commissaire du Conseil de l'Europe, le médiateur grec et des organisations de la société civile. Le contexte national difficile de ces dernières années a rendu une partie de l'opinion publique sceptique à l'égard des migrations (Dixon et al., 2019). Néanmoins, le contexte grec se caractérise par une forte mobilisation des

communautés locales et des ONG qui soutiennent les migrants aux frontières, dans les centres d'accueil et dans les communautés locales (Kousis, Chatzidaki, Kafetsios, 2022).

Intégration sociale

Bien que le nombre de places d'accueil pour les réfugiés et les migrants en Grèce ait été augmenté grâce à des camps temporaires et au programme d'hébergement du HCR, une grande partie de cette population est touchée par la pauvreté et le sans-abrisme. Le programme ESTIA (Emergency Support to Integration and Accommodation), mis en œuvre conjointement entre 2015 et 2021 par le HCR, le gouvernement grec et des ONG, avec le soutien financier de l'Union européenne, a permis d'héberger 73 000 personnes et d'apporter une aide financière à 200 000 personnes dans tout le pays (HCR Grèce, 2021). Bien que le ministère des migrations et de l'asile ait poursuivi le programme avec ESTIA II, le nombre de migrants hébergés dans le cadre du programme a été considérablement réduit et il a été annoncé que le programme prendrait fin à la fin de 2022 (Conseil grec pour les réfugiés et Conseil européen pour les réfugiés et les exilés, 2021).

Entre juin 2019 et décembre 2021, un autre programme, HELIOS (Hellenic Integration Support for Beneficiaries of International Protection) a été soutenu par le Fonds Asile, Migration et Intégration (AMIF) de la Commission européenne et mis en œuvre par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) en Grèce en collaboration avec le gouvernement grec et des ONG. Le projet soutient et promeut l'intégration des bénéficiaires d'une protection internationale en proposant des cours d'intégration, une aide au logement, un soutien à l'employabilité, un suivi de l'intégration et une sensibilisation des communautés locales. En août 2021, 32 380 bénéficiaires avaient été inscrits au programme et 5 983 ménages soutenus, 15 132 personnes avaient bénéficié d'aides à la location (moins de 4 % d'entre elles se trouvaient en Grèce occidentale), 5 799 s'étaient inscrites à des cours d'intégration et 5 632 avaient bénéficié de séances de conseil à l'emploi (Hellenic Integration Support for Beneficiaries of International Protection, 2021). À partir de 2022, les autorités grecques ont repris la gestion et le financement du projet, ce qui a permis à 4 719 personnes supplémentaires de bénéficier de nouveaux contrats de location (Hellenic Integration Support for Beneficiaries of International Protection, 2022).

Marché de l'emploi et éducation

Bien que les demandeurs d'asile aient le droit d'accéder au marché du travail six mois après avoir déposé leur demande de protection internationale, nombre d'entre eux continuent de rencontrer des difficultés à cet égard. Fin 2021, moins de 50 % des demandeurs d'asile adultes (9 707 sur 15 793) avaient réussi à obtenir un numéro de sécurité sociale. D'autres obstacles sont fréquemment rencontrés lors de l'ouverture d'un compte bancaire ou de l'obtention d'une carte de chômage (GCR, 2021).

Parmi les demandeurs d'asile qui parviennent à trouver un emploi, la plupart travaillent dans le secteur informel, sans accès à la sécurité sociale. En outre, l'absence de documents officiels rend difficile l'accès des demandeurs d'asile à la formation professionnelle. Une enquête sur le niveau d'éducation et les compétences professionnelles des demandeurs d'asile et des bénéficiaires d'une protection internationale, menée par le HCR en avril et mai 2021, a révélé que les personnes avaient des compétences dans 20 secteurs différents, notamment le commerce, l'ingénierie, la fabrication et le travail social. Seuls 7 % des

participants ont déclaré n'avoir aucune profession ou compétence antérieure. En outre, 78 % des personnes interrogées avaient au moins un certain niveau d'éducation formelle et 8 % avaient étudié à l'université (HCR Grèce, 2021).

La situation locale à Patras

En Grèce occidentale, 146 personnes attendent que leur demande d'asile soit traitée depuis décembre 2022 (Ministère de la migration et de l'asile, 2022). Cependant, la population de migrants résidant dans la région et à Patras en particulier est considérée comme beaucoup plus importante, avec des estimations d'environ 600 à 1000 individus, dont la majorité sont des migrants dits irréguliers qui vivent dans de vieilles usines abandonnées sur le littoral de Patras. La plupart d'entre eux ont l'intention de quitter la Grèce et d'essayer d'atteindre l'Europe du Nord. Cette population est particulièrement vulnérable aux abus, notamment aux brutalités policières, à la peur de l'expulsion et à une aide sociale limitée de la part de l'État. Les migrants avec ou sans papiers de Patras travaillent généralement dans le secteur agricole, comme personnel de service chez des particuliers ou dans des usines de recyclage. Selon la presse locale et le président de l'association d'amitié gréco-ukrainienne "The Lighthouse" (2023), le nombre de réfugiés ukrainiens à Patras est estimé à environ 40 personnes, 17 familles et la plupart d'entre eux sont employés dans le secteur de l'hôtellerie et comme soignants pour les personnes âgées (The BEST portal, 2023). Il n'existe pas de données et de rapports officiels sur le nombre d'immigrants et de réfugiés travaillant dans le secteur de l'économie verte en Grèce ou à Patras.

Bibliographie Grèce

International

Brändle, V. K., Eisele, O., & Trenz, H. J. (2019). Contester la solidarité européenne pendant la "crise des réfugiés" : Une enquête comparative des revendications médiatiques au Danemark, en Allemagne, en Grèce et en Italie. *Mass Communication and Society*, 1-25. <https://doi.org/10.1080/15205436.2019.1674877>

Cinalli, M. et Trenz, H.-J. (2018). Résumé : Une Europe divisée ? La contestation de la solidarité dans le domaine public pendant la " crise des réfugiés ". *Rapport intégré TransSOL sur la solidarité transnationale dans le domaine public*. Consulté le 2022, le 15 novembre, <https://transsol.eu/files/2018/05/deliverable-5-1.pdf>

Dixon, T., Hawkins, S., Heijbroek, L., Juan-Torres, M. et Demoures, F. (2018). Attitudes envers l'identité nationale, l'immigration et les réfugiés en Italie. *More in Common*, 1-131. Consulté le 2022, 15 novembre à l'adresse suivante : https://www.moreincommon.com/media/ltinlcnc/0535-more-in-common-greece-report_final-4_web_lr.pdf

Conseil grec pour les réfugiés. (2023). Statistics Greece. Tiré de : <https://asylumineurope.org/reports/country/greece/statistics/>

Conseil grec pour les réfugiés & Conseil européen pour les réfugiés et les exilés. (2021). Country Report : Greece. Extrait de : https://asylumineurope.org/wp-content/uploads/2022/05/AIDA-GR_2021update.pdf



Hellenic Integration Support for Beneficiaries of International Protection (Soutien hellénique à l'intégration pour les bénéficiaires de la protection internationale). (2022). Fiche d'information HELIOS. Extrait de : https://ec.europa.eu/migrant-integration/sites/default/files/2021-08/HELIOFactsheetAugust2021W1_0.pdf

Human Rights Watch. (2022). Greece Events of 2021 (Événements en Grèce en 2021). Consulté le 15 novembre 2022 sur <https://www.hrw.org/world-report/2022/country-chapters/greece>

Kousis, M., Chatzidaki, A., & Kafetsios, K. (2022). *Challenging Mobilities in and to the EU during Times of Crises : The Case of Greece*. Springer IMISCOE Research Series.

Ministère de la migration et de l'asile. (2022). Statistics. Extrait de : <https://migration.gov.gr/en/statistika/>

Triandafyllidou, A. (2022). *Migrations et pandémies : Espaces de solidarité et espaces d'exception*. Springer Nature.

Portail de données opérationnelles Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. (2023). *Situations des réfugiés. Situation en Méditerranée. Grèce*. Extrait de : <https://data.unhcr.org/en/situations/mediterranean/location/5179>

OPORA. (2023). The impact of a full-scale war on the migration of Ukrainian people : how the scale of displacement is assessed by the state of Ukraine and international organisations. Extrait de : https://www.oporaua.org/en/report/viyna/24523-vpliv-povnomasshtabnoyi-viini-na-migratsiiu-ukrayintsiv-i-ak-masshtabi-peremishchennia-otsiniuiut-derzhava-ukrayina-ta-mizhnarodni-organizatsiyi?gclid=CjwKCAjw_m4ukBhAuEiwAOzQxk6_wB40dwRidYa_7LpdYCAJW9wksV-lyRWKnGu_sqYtQ6HJHsWgTAhoCwmlQAvD_BwE

HCR (2022). *Fiche d'information sur la Grèce, septembre 2022*. Extrait de : <https://reporting.unhcr.org/document/3414>

UNHCR Grèce. (2021). *ESTIA : Un foyer loin de chez soi*. Consulté sur <https://data.unhcr.org/en/documents/details/88995>

UNHCR Grèce. (2021). *Introducing the people behind the numbers*. Extrait de : <https://data.unhcr.org/en/documents/details/87682>

Grecque

Ministère de l'immigration et de l'asile. (2021). Stratégie nationale pour l'intégration. Consulté le 15 novembre 2022 à l'adresse suivante : <https://migration.gov.gr/wp-content/uploads/2021/12/Εθνική-Στρατηγική-για-την-Ένταξη-Τελικό-με-Μορφοποίηση.pdf>

The BEST portal. (2023). Combien de réfugiés ukrainiens sont restés à Patras et Pyrgos - Ce qu'ils font. Extrait de : <https://www.thebest.gr/article/708807-posoi-prosfuges-apo-tin-oukrania-echoun-meinei-se-patra-kai-purg-o-me-ti-ascholountai>

La migration en Italie

La géographie fait de l'Italie une porte d'entrée naturelle vers l'Union européenne, en particulier pour les personnes venant d'Afrique, du Moyen-Orient ou d'Asie du Sud. En fait, deux des trois principales voies de migration maritime vers l'UE, qui passent par la Méditerranée orientale et centrale, aboutissent en Italie. La route des Balkans (par voie terrestre) est actuellement la plus utilisée pour entrer dans l'Union européenne.



Les migrants qui arrivent par cette route se dirigent souvent vers l'Allemagne, un itinéraire qui comprend un détour par Trieste, à la frontière avec la Slovénie. Il n'est donc pas surprenant que l'Italie soit le quatrième destinataire des demandes d'asile en Europe, avec 53 610 demandes en 2021, après l'Allemagne (190 545), la France (120 685) et l'Espagne (65 295). Jusqu'à présent, de 2018 à 2021, 177 950 personnes ont obtenu le statut de réfugié en Italie.

Figure 1 Migration routes²

Depuis le début de l'année 2016, 124 475 migrants sont arrivés en Italie par la route méditerranéenne. La majorité d'entre eux sont arrivés d'Afrique subsaharienne par le détroit de Sicile (route Ouest-Est), après un long et difficile voyage semé d'embûches et se terminant par une traversée extrêmement dangereuse de la mer Méditerranée. Si la route terrestre, connue sous le nom de "route des Balkans", a été empruntée pendant de nombreuses décennies par des populations fuyant la guerre et les régimes totalitaires, elle est devenue ces dernières années le théâtre d'une tragédie humanitaire. Des milliers de migrants qui empruntent cette route vivent et voyagent dans des conditions extrêmement précaires, confrontés à la persécution et à la violence.

De nombreux migrants arrivant en Italie ne souhaitent pas y rester définitivement mais cherchent à poursuivre leur route vers l'Europe du Nord, soit parce qu'ils ont déjà de la famille ou des amis à retrouver, soit parce qu'ils entrevoient de meilleures possibilités d'intégration ailleurs.

Un focus sur les mineurs étrangers non accompagnés

Les activités de Duemilauno Agenzia Sociale dans le secteur de la migration s'adressent principalement au groupe des mineurs étrangers non accompagnés. En effet, la coopérative, en collaboration avec les acteurs locaux et les autorités publiques, à partir de 2016, a construit un vaste réseau de structures (communautés à court, moyen et long terme), en mesure d'accueillir les mineurs non accompagnés et de les accompagner

² <https://www.limesonline.com/afghanistan-migranti-italia-africa-medio-orient-guerre-carta/124790>

sur un parcours d'autonomie et d'inclusion progressive, compatible avec la situation légale et spécifique italienne.

La situation des mineurs étrangers non accompagnés - contexte juridique

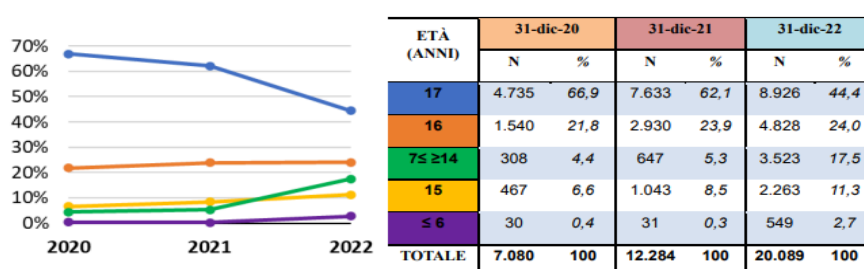
En 2017, l'Italie est devenue le premier pays européen à adopter une législation visant spécifiquement à renforcer les droits et la situation des mineurs étrangers non accompagnés, la loi dite "Zampa" (n° 47/2017, loi "Zampa"). En particulier, la loi introduit explicitement une interdiction de rejeter les mineurs non accompagnés à la frontière.

Même si la loi "Zampa" considère les mineurs étrangers non accompagnés de la même manière que les adolescents italiens, il existe un écart important entre la loi et la réalité. Il est urgent de mettre en place des politiques qui améliorent efficacement les opportunités offertes aux mineurs étrangers, non seulement pour répondre aux besoins et au potentiel des mineurs, mais aussi dans le contexte du vieillissement de la population italienne.

La situation est complexe, notamment en raison du nombre croissant d'arrivées de mineurs étrangers non accompagnés. Entre janvier 2021 et juin 2022, le nombre de mineurs étrangers non accompagnés arrivant en Italie a augmenté de près de 100 %. Cette augmentation est principalement due à la guerre et à la crise humanitaire qui en découle en Ukraine. 28 % d'entre eux sont originaires de ce pays.

Il y a 20 089 mineurs étrangers non accompagnés enregistrés en Italie au 31 décembre 2022, en forte augmentation par rapport à 2021 (+64%) en raison de la crise humanitaire qui touche l'Ukraine depuis février 2022. Les MNA sont en majorité des hommes (85,1 %), et ont surtout 17 ans (44,4 %), 16 ans (24 %) ou entre 7 et 14 ans (17,5 %), principalement originaires d'Ukraine (5 042 mineurs), d'Égypte (4 899), de Tunisie (1 800), d'Albanie (1 347) et du Pakistan (1 082).³

Graph 1 - Distribution of unaccompanied minors present as of 31.12.2022 by age group. Comparison with the situation as at 31.12.2021 e to 31.12.2020



³<https://www.lavoro.gov.it/temi-e-priorita/immigrazione/focus-on/minori-stranieri/Documents/Rapporto-approfondimento-se-mestrale-MSNA-31-dicembre-2022.pdf>

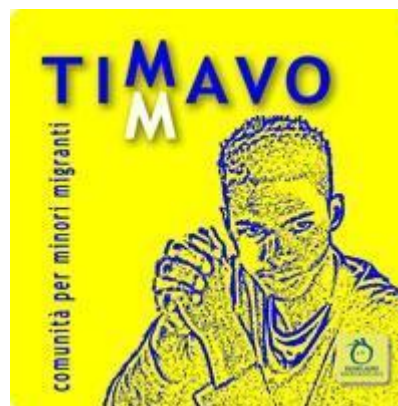
Mineurs non accompagnés à Trieste depuis la période du virus Corona (à partir d'avril 2020 en cours) - une courte histoire

Depuis 2020, en raison de la situation pandémique, de nouveaux services ont été mis en place pour les réfugiés et les mineurs non accompagnés arrivant en Italie et à Trieste.

Au cours des premiers mois de l'épidémie de Covid-19, une période de quarantaine de 14 jours ("isolement fiduciaire") a été mise en place pour les mineurs non accompagnés arrivant à Trieste afin de prévenir la propagation du virus dans les communautés. Ces mesures ont été mises en œuvre par les services sociaux de la municipalité de Trieste en collaboration avec des coopératives telles que Duemilauno Agenzia Sociale. Pendant leur séjour en quarantaine, les mineurs ont pu bénéficier de conseils juridiques concernant leur statut et les possibilités de suivi. En outre, les mineurs ont reçu des soins médicaux de première ligne ainsi que l'accès à l'hygiène et à une alimentation saine et un soutien lié à leur santé mentale. Les mineurs accueillis dans ces services sont souvent arrivés en assez mauvais état physique après avoir survécu à la dernière partie de l'itinéraire, appelée "le jeu" par les migrants, qui commence en Serbie/Bosnie et implique une traversée à pied des forêts croates et slovènes pendant deux ou trois semaines. Les plaies aux membres, les blessures, les infections dues à la gale et les problèmes gastro-intestinaux sont fréquents.

Pour de nombreux mineurs, il a été très difficile de comprendre et d'accepter la mesure d'isolement préventif. C'est pourquoi le travail de sensibilisation a représenté un investissement important pendant la période Covid-19. Non seulement à l'égard des mineurs, mais aussi à l'égard de leurs familles qui s'attendaient à ce qu'ils rejoignent immédiatement leur destination finale (France, Allemagne...).

En 2022, avec la fin de l'urgence Covid-19, la municipalité de Trieste, en coopération avec Duemilauno Agenzia Sociale et d'autres acteurs locaux (associations, police des frontières, coopératives sociales...), a mis en œuvre des projets d'hébergement de suivi en faveur des jeunes migrants non accompagnés. Pendant un séjour pouvant aller jusqu'à 50 jours, les jeunes migrants commencent à participer à des activités plus structurées : formation linguistique, soutien juridique et psychologique en cas de besoin, ainsi qu'une aide pour remplir tous les documents nécessaires (permis de séjour pour étrangers, code fiscal et carte de santé). Il s'agit d'un nouveau type de services, visant à créer une passerelle vers les communautés à long terme déjà existantes.



Après la période initiale, les mineurs sont placés dans des services éducatifs/communautés à long terme comme la "Communauté Timavo", créée et gérée par Duemilauno Agenzia Sociale depuis 2016. Envoyés par les municipalités, les jeunes migrants peuvent être accueillis jusqu'à l'âge de 18 ou 21 ans s'ils suivent des projets scolaires ou professionnels, ou s'ils sont en situation de fragilité.

Les plans éducatifs et les activités de ces services sont adaptés aux besoins, aux ressources et aux intérêts de chaque personne et à l'activation des ressources locales. Nous considérons qu'il s'agit de la seule approche méthodologique valable, capable de créer des situations réelles d'intégration.



Bibliographie Italie

International (2016). Les routes vers l'Italie racontées par les migrants :

<https://www.internazionale.it/notizie/2016/09/13/rotte-migranti-africa-italia>

Openpolis (2022). L'Italie reçoit moins de demandeurs d'asile que les autres grands pays de l'UE :

<https://www.openpolis.it/litalia-riceve-meno-richiedenti-asilo-degli-altri-grandi-paesi-ue/>

Ministère de l'intérieur (n.d.) : <http://www.libertaciviliimmigrazione.dlci.interno.gov.it/it> ;

<http://www.libertaciviliimmigrazione.dlci.interno.gov.it/it/documentazione/statistica/i-numeri-del-lasilo>

Limes (2021). Afghanistan, Afrique, Moyen-Orient : d'où les migrants arrivent en Italie :

<https://www.limesonline.com/afghanistan-migranti-italia-africa-medio-orient-guerre-carta/124790>

Open Migration (2017). La loi Zampa sur les mineurs étrangers non accompagnés en 5 points :

<https://openmigration.org/analisi/la-legge-zampa-sui-minori-stranieri-non-accompagnati-in-5-punti/>

Agence de presse SIR (2022). Mineurs étrangers non accompagnés : Caritas et Migrantes, "au cours de la dernière année, une augmentation inquiétante, des politiques ad hoc sont nécessaires" :

<https://www.agensir.it/quotidiano/2022/10/7/minori-stranieri-non-accompagnati-caritas-e-migrantes-nellultimo-anno-preoccupante-aumento-servono-politiche-ad-hoc/>

Rapport semestriel approfondi (2022). Mineurs étrangers non accompagnés (MSNA) en Italie :

<https://www.lavoro.gov.it/temi-e-priorita/immigrazione/focus-on/minori-stranieri/Documents/Rapporto-approfondimento-semestrale-MSNA-31-dicembre-2022.pdf>

La migration en Roumanie

Après la révolution roumaine (décembre 1989), le pays a connu une augmentation de l'immigration, principalement d'étudiants en médecine et d'entrepreneurs de pays tels que la Jordanie, l'Iran, l'Égypte et la Chine. Toutefois, après l'adhésion de la Roumanie à l'UE en 2007, la tendance migratoire s'est inversée. Aujourd'hui, selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), avec plus de 4 millions de Roumains vivant hors du pays, la Roumanie se classe au 17e rang des pays d'origine des migrations dans le monde. Le rapport entre la population roumaine qui a émigré hors du pays et celle d'une autre nationalité qui a émigré en Roumanie est d'environ 6 pour 1, le nombre d'émigrants roumains étant 6 fois plus élevé que le nombre d'immigrants étrangers qui se trouvaient dans le pays à la fin de l'année 2020.

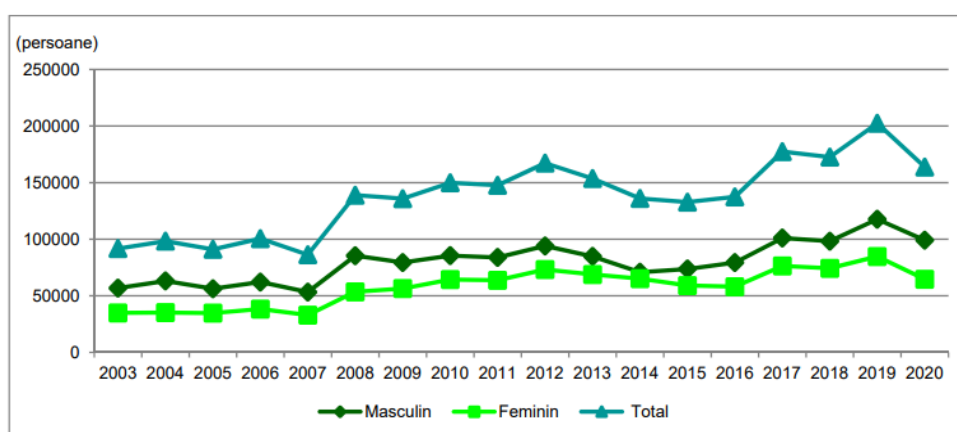


Fig 1. Migrants flow in the period 2003-2020⁴

Le rapport de l'Inspection générale de l'immigration (GII) indique qu'en 2021, plus de 148 000 immigrants ont été enregistrés en Roumanie, dont plus de 96 000 sont originaires de pays tiers, la plupart de Moldavie, de Turquie, de Chine, de Syrie et du Népal, et plus de 52 000 sont des citoyens de l'Union européenne / EEE / CH, la plupart d'entre eux étant originaires d'Italie, d'Allemagne et de France. Les principales raisons pour lesquelles les étrangers ont établi leur résidence sur le territoire de la Roumanie sont l'emploi, le détachement au travail, le regroupement familial, les études, les bénéficiaires d'une forme de protection internationale et l'établissement du domicile sur le territoire de la Roumanie. Plus d'un tiers des citoyens étrangers ont établi leur résidence temporaire ou leur domicile à Bucarest et dans le département d'Ilfov, et plus de 5 000 ont choisi les départements de Constanta, Timiș et Cluj.

Le nombre de demandes d'asile a également augmenté en 2021, s'élevant à 9 591 (sur 148 000 immigrants) à la fin de l'année. Il s'agit d'une augmentation de 36 % par rapport à 2020. La majorité de ces demandeurs d'asile étaient originaires d'Afghanistan (4 260), de Syrie (1 243) et du Bangladesh (875). Au cours de la même période de référence, 1 120 demandeurs d'asile ont bénéficié d'une protection internationale. Le rapport indique également que 1 625 bénéficiaires d'une protection internationale ont été nouvellement inscrits au programme d'intégration de la Roumanie en 2021, et que 738 l'ont achevé.

⁴ Institutul Național de Statistică (2021), *Tendințe Sociale*, https://insse.ro/cms/sites/default/files/field/publicatii/tendinte_sociale_2.pdf

Contrairement à la situation de la plupart des autres États membres de l'UE, la Roumanie présente actuellement un taux de migration net négatif, ce qui signifie que le nombre d'émigrants est supérieur au nombre d'immigrants.

Migrants sur le marché du travail en Roumanie

Le marché du travail a attiré, en particulier, des étrangers originaires de pays du continent asiatique, la plupart des demandes émanant de citoyens du Népal (10 448), du Bangladesh (8 662), du Sri Lanka (6 799), de la Turquie (7 163) et du Pakistan (5 731).

Selon une étude sociologique datant de 2022, la majorité des employés d'Asie du Sud et d'Asie du Sud-Est sont des jeunes - 60 % ont entre 26 et 35 ans, 37 % entre 18 et 25 ans, seulement 2 % entre 36 et 45 ans et 1 % plus de 45 ans. L'âge moyen est de 27 ans. L'étude a également montré que trois travailleurs extracommunautaires sur quatre en Roumanie sont des hommes (76,8 %) et seulement 23,2 % sont des femmes. La majorité d'entre eux sont des travailleurs ayant suivi un enseignement secondaire, et seuls quelques-uns sont qualifiés. La majorité d'entre eux travaillent dans la construction (39 %), suivie par les services (14 %), le transport, la logistique, l'entretien ménager, etc.

La situation locale à Suceava, Roumanie

Le nombre d'immigrants qui se sont installés de manière permanente dans la municipalité de Suceava a considérablement augmenté au cours de la dernière décennie, en particulier en 2017, avec une augmentation de plus de 3 000 immigrants par rapport à l'année précédente. Les dernières données de 2019 montrent que 1198 immigrants se sont installés dans la municipalité de Suceava, soit une diminution d'environ 57% par rapport à 2018 (2804 immigrants).

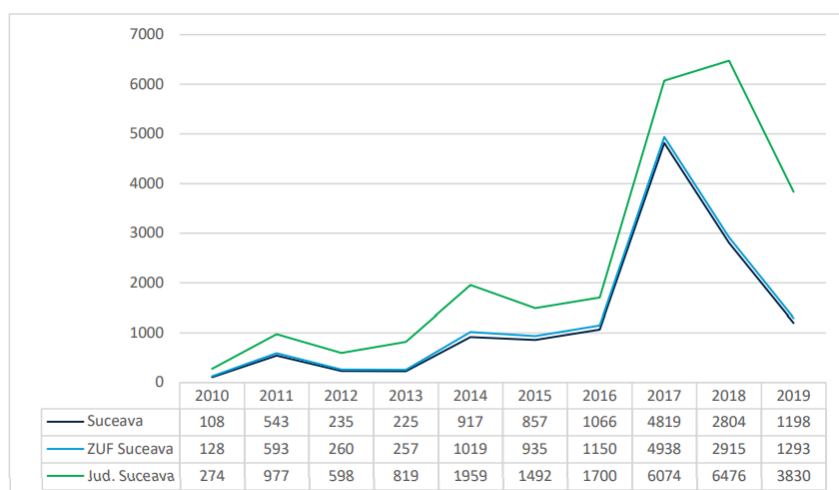


Figure 5. The evolution of the settled immigrants during 2010-2019⁵

⁵ Strategia Integrată de dezvoltare urbană a zonei urbane Suceava 2021-2030, 2.1. Profil socio-demografic, pp. 1-49, www.primariasv.ro

La stratégie nationale pour l'immigration pour 2021 - 2025

Le 2 septembre 2021, le gouvernement roumain a publié la stratégie nationale pour l'immigration, qui prendra effet entre 2021 et 2025 et sera suivie par CDMiR - la Coalition pour les droits des migrants et des réfugiés en Roumanie.

Venant tardivement, compte tenu du fait que la dernière stratégie avait expiré en 2018, le nouveau document met l'accent sur une série d'objectifs, de mécanismes, de priorités et de politiques, afin de gérer efficacement le phénomène migratoire dans le pays.

Cependant, avant de souligner ces aspects, il est important de jeter un coup d'œil au contexte général. Ce faisant, il a été découvert que chaque année, les autorités roumaines fixent un nombre fixe de travailleurs étrangers pouvant être inclus sur le marché du travail, nombre qui est souvent prolongé à la demande des employeurs.

Afin de résoudre le problème du manque de main-d'œuvre, environ 30 000 migrants ont été accueillis pour travailler en Roumanie en 2020, contre 5 500 en 2016. Toujours en 2020, en raison de la pandémie de SRAS - CoV - 2, seuls 22 307 permis de travail ont été délivrés dans le cadre des actions visant à atteindre le contingent (qui était de 30 000 travailleurs étrangers), ce qui représente un taux de réalisation de 74,5 %. En raison des restrictions de voyage, les pays d'origine sont passés du Viêt Nam, du Népal et de l'Inde en 2019 à la Turquie, au Népal et au Sri Lanka en 2020.

Les quatre objectifs généraux de la stratégie sont les suivants

- Gestion efficace du phénomène migratoire ;
- Renforcer le système national d'asile et assurer la conformité avec les normes européennes et internationales ;
- Renforcer la capacité de réaction de l'État roumain face à l'afflux d'immigrants aux frontières du territoire national ;
- Des capacités soutenues, nécessaires à la mise en œuvre des politiques dans le domaine de la migration, de l'asile et de l'intégration des étrangers.

Il s'agit d'actions telles que la facilité d'accès pour les étrangers souhaitant travailler en Roumanie, la lutte contre l'immigration clandestine, le traitement efficace et conforme aux normes des demandes d'asile, l'accès à des fonds externes non remboursables, et bien d'autres encore.

Le Rapport de la mission d'enquête en Roumanie

En décembre 2022, Mme Leyla Kayacik, Représentante spéciale du Secrétaire général pour les migrations et les réfugiés, s'est rendue en Roumanie pour une mission d'enquête, afin d'évaluer la situation des réfugiés ukrainiens qui ont fui la guerre dans leur pays.

Son rapport montre qu'à l'époque, plus de 100 800 personnes étaient déjà arrivées en Roumanie à la suite de la guerre, 89 % d'entre elles étant des femmes avec des enfants. L'ordonnance d'urgence adoptée la même année stipule que les citoyens ukrainiens peuvent bénéficier d'une protection temporaire (jusqu'à un an), indépendamment de leur date d'arrivée. Même si le statut de réfugié est différent de celui de migrant, il s'agit toujours d'un mouvement d'un pays à l'autre.

En ce qui concerne l'emploi, il a été décidé que les réfugiés ukrainiens peuvent travailler en Roumanie pendant un maximum de 90 jours, sans avoir besoin d'un visa de travail. En décembre 2022, il y avait plus de 5 000 contrats de travail impliquant des professionnels ukrainiens.

Nouvelles conditions d'emploi pour les migrants

À la fin de l'année dernière, de nouvelles conditions d'emploi des migrants ont été ajoutées à l'ordonnance n° 25 du 26 août 2014.

Les nouvelles règles imposent qu'au cours de leur première année d'emploi dans le pays, les migrants doivent obtenir une sorte de consentement écrit de leur premier employeur, s'ils reçoivent une autre offre d'emploi.

Bibliographie Roumanie

LEF (2022) Travailleurs d'Asie - solution à la pénurie de main-d'œuvre en Roumanie
https://ewl.com.pl/wp-content/uploads/2022/12/EWL_WORKERS_FROM_ASIA_IN_ROMANIA_EN_FINAL.pdf

OIM (2021) La Roumanie figure parmi les 20 pays du monde où l'émigration est la plus forte,
<https://romania.iom.int/news/romania-among-top-20-countries-world-highest-emigration-romanian>

INSPECTORAT GÉNÉRAL DE L'IMMIGRATION (non daté) Programme d'intégration,
<https://igi.mai.gov.ro/en/integration-program/>

Guvernul României, 2021, STRATEGIA NAȚIONALĂ din 19 august 2021 privind imigrația pentru perioada 2021-2024, <https://shorturl.at/qDIY2>.

Institutul Național de Statistică (2021), Tendințe Sociale,
https://insse.ro/cms/sites/default/files/field/publicatii/tendinte_sociale_2.pdf

INSPECTORATUL GENERAL PENTRU IMIGRĂRI (2021) Rétrospective sur la migration en Roumanie,
<https://igi.mai.gov.ro/repere-din-activitatea-politistilor-inspectoratului-generalpentru-imigrari-in-anul-2021/>

Kayacik, Leyla (2022) Rapport de la mission d'enquête en Roumanie, <https://shorturl.at/cfmpR>

Municipiul Suceava (2021) Strategia Integrată de dezvoltare urbană a zonei urbane Suceava 2021-2030, 2.1. Profil socio-démographique, pp. 1-49, www.primariasv.ro

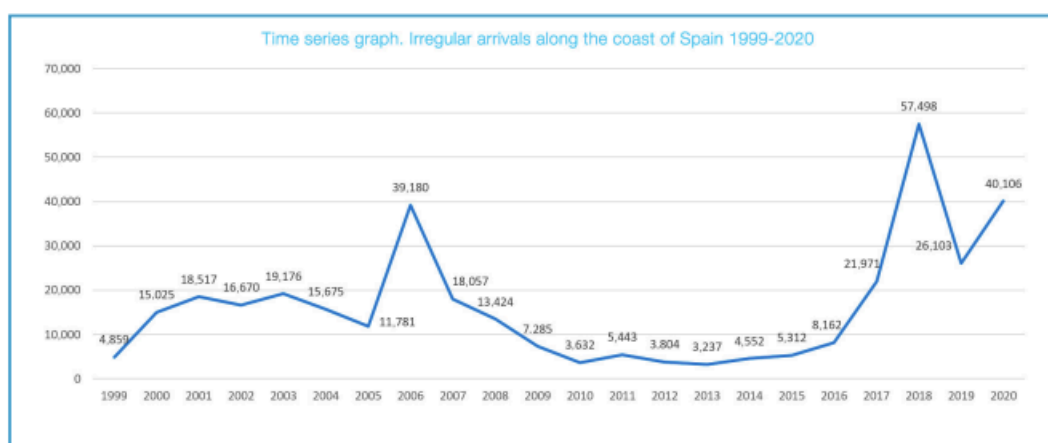
UNHCR (non daté) Help Romania Applying for asylum, <https://help.unhcr.org/romania/applying-for-asylum/>

La migration aux Îles Canaries, Espagne

Compte tenu de sa situation géographique, l'Espagne a connu une migration continue en provenance d'Afrique du Nord et d'Afrique subsaharienne occidentale vers ses côtes méditerranéennes et atlantiques.

L'immigration vers l'Espagne a augmenté de manière significative depuis la fin du 20^e siècle en raison de sa croissance économique rapide. Depuis l'an 2000, l'Espagne présente l'un des taux d'immigration annuels les plus élevés au monde. À son apogée, en 2010, les migrants représentaient 12,2 % de la population espagnole. L'Espagne est également le dixième pays de la planète en termes de nombre absolu de migrants.

Avec l'arrivée de la crise économique, la population migrante dans le pays a chuté entre 2011 et 2017, jusqu'à 9,8 % de la population nationale, avant d'augmenter à nouveau pour atteindre 11,5 % de la population nationale en 2021. Au total, 7 322 408 personnes nées à l'étranger (avec ou sans la nationalité espagnole) vivaient en Espagne en 2021, soit 15,5 % de la population totale. Les principales communautés de migrants en Espagne sont originaires d'Amérique latine, d'Afrique et d'autres régions d'Europe.



Source: Ministerio del Interior [Spanish Ministry for Home Affairs]. Compiled in-house

Le nombre de migrants décédés en tentant d'atteindre les côtes espagnoles en 2021 a dépassé les 4 400.

Parmi les migrants extra-européens, les personnes originaires d'Afrique subsaharienne sont particulièrement vulnérables en Espagne, notamment en raison de la difficulté à obtenir des papiers. L'immigration subsaharienne en Espagne a une longue histoire, mais elle était très limitée quantitativement jusqu'aux années 1990. Dans la deuxième partie de la décennie, les personnes originaires d'Afrique subsaharienne ont commencé à arriver en plus grand nombre et se sont orientées vers des emplois dans des secteurs tels que l'agriculture, la construction, les services et le commerce de rue, caractérisés par des salaires bas et des conditions d'emploi précaires. Entre janvier 1998 et janvier 2003, l'arrivée d'immigrants subsahariens a triplé, atteignant le chiffre de 110 000 personnes.

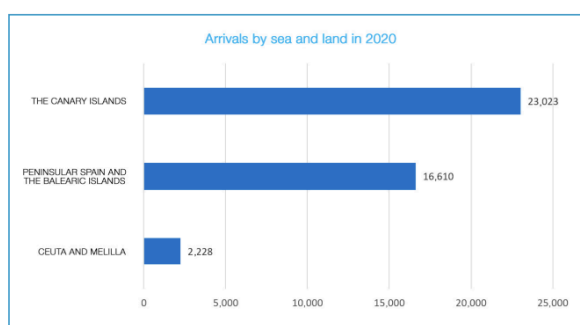
Évolution de la migration vers les îles Canaries

L'année 2020 a été marquée par l'arrivée de 23 023 migrants aux îles Canaries. Les facteurs qui influencent la migration de l'Afrique vers les îles Canaries sont la forte augmentation démographique, l'impact négatif du changement climatique, les inégalités sociales et les conflits armés. Cette fois-ci, un nouveau facteur intervient : l'augmentation du nombre de personnes sans papiers qui se sont rendues sur la côte atlantique

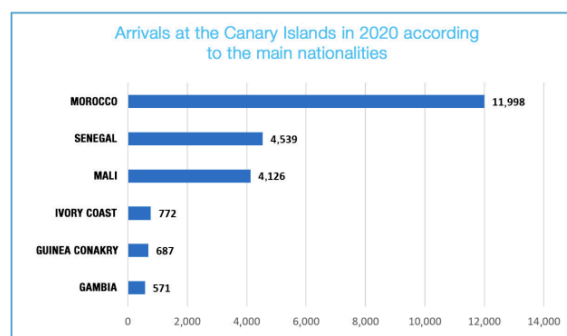
de l'Espagne depuis le Maroc. L'exemple de la province de Las Palmas est très illustratif. Sur les 19 852 personnes qui y sont arrivées en 2020, 60 % étaient originaires du Maroc, suivies de seulement 3 104 citoyens du Mali.

En 2006, les arrivées de migrants subsahariens ont considérablement augmenté le long des côtes de l'archipel des Canaries. À l'époque, l'Espagne a lancé ce qui est devenu le Plan Afrique, un nouveau cadre pour les relations avec l'Afrique subsaharienne.

La mise en œuvre de ce plan s'est traduite, entre autres, par une diminution de plus de 60 % des arrivées d'individus sur les pirogues aux îles Canaries en 2007 par rapport à 2006. D'une manière générale, l'opération a été un succès relatif puisqu'elle a permis de réduire les arrivées irrégulières de près de 32 000 en 2006 à 12 478 en 2007. Depuis lors, la tendance s'est poursuivie pour n'atteindre que quelques centaines d'arrivées, laissant ce canal scellé au cours de la dernière décennie.



Source: Spanish Ministry for Home Affairs. Compiled in-house



Source: Spanish Ministry for Home Affairs. Compiled in-house

Les travaux visant à mettre en place de nouveaux centres de prise en charge globale des immigrés qui arrivent sur la côte sont en cours depuis fin 2019. Le 20 novembre, le ministère de l'Inclusion, de la Sécurité sociale et des Migrations a présenté le Plan Canaries qui comprend 7 000 places d'hébergement de courte durée sous tentes. Les travaux commenceront également pour préparer les installations militaires mises à disposition par le ministère de la Défense et consolider un réseau d'hébergement permanent sur l'archipel des Canaries.

Protection des mineurs

Les communautés autonomes sont responsables de la protection des mineurs sur leurs territoires respectifs. C'est pourquoi, lorsqu'un mineur est classé comme non protégé, l'entité publique responsable de la protection des mineurs dans cette zone géographique doit agir en tant que tuteur de l'individu et fournir les mesures nécessaires à sa protection.

Aux îles Canaries, lors de la "crise des pirogues", de nombreuses interventions et visites inopinées ont eu lieu dans les centres de protection des mineurs. Entre 2006 et 2009, selon les données fournies par le gouvernement local des îles Canaries, 2 727 mineurs ont été hébergés grâce aux ressources d'urgence. À cette occasion, dix ans plus tard, environ 15 % des personnes sans papiers arrivées sur les côtes canariennes en 2020 étaient des mineurs. Les données fournies par l'organisme de protection des mineurs des Canaries, au 12 février 2021, évaluent à 2 666 le nombre de mineurs migrants non accompagnés pris en charge.

Personnes disparues en cours de route

Selon les données fournies par le ministère espagnol de l'Intérieur, 23 023 personnes sans papiers sont arrivées aux îles Canaries par la mer en 2020. Ils ont embarqué à bord de 745 navires et, dans de nombreux cas, ont dû être secourus. Le HCR estime que, pour la seule année 2020, au moins 480 personnes ont perdu la vie en tentant d'atteindre les îles.

Bibliographie Espagne

Médiateur espagnol. Migration aux îles Canaries, Madrid, 2021,

https://www.defensordelpueblo.es/en/wp-content/uploads/sites/2/2021/04/INFORME_Canarias-EN.pdf

Instituto Nacional de Estadística (Espagne) (2022) "Población extranjera por Nacionalidad, Sexo y Año", 20 mars 2022.

Godenau, D., & Zapata Hernández, V. M. (2022). Les régions insulaires frontalières dans les routes de migration maritime irrégulière. Les îles Canaries (Espagne) dans le transit africain vers l'Europe. REMHU : Revista Interdisciplinar da Mobilidade Humana, 30, 43-58.

L'économie verte

"La dégradation de l'environnement devrait affecter de plus en plus l'activité économique."

[Commission européenne](#), 2023

Les modes de vie, de travail et d'existence de l'homme seront tôt ou tard affectés par cette dégradation de l'environnement, si ce n'est déjà le cas.

La Commission européenne (2020) souligne que pour réduire l'épuisement des ressources et la dégradation de l'environnement qui en résulte, "nous devons remplacer le modèle actuel par des modes de production et de consommation plus résilients et plus durables, conformément aux principes de l'"économie circulaire". L'évolution vers une économie plus productive et moins consommatrice de ressources nécessite des investissements dans l'éco-innovation et peut conduire à des gains importants en termes de compétitivité et de création d'emplois."

Both the European Commission and the United Nations Economic Commission for Europe consider a "green economy" to be key to achieving sustainable development.

Le projet MILMET cherche à faire partie de ce "nouveau paradigme économique" (CEE-ONU, 2023) en contribuant à la "prospérité et au bien-être humain", à "l'amélioration de la sécurité alimentaire" et à la lutte contre le changement climatique. Le consortium du projet observe dans le changement sociétal en cours une opportunité pour les migrants de trouver du travail dans un marché de l'emploi vert en pleine croissance.

Les partenaires s'efforcent de faciliter l'intégration des migrants dans le marché du travail de l'économie verte. Par conséquent, chaque partenaire s'est concentré sur le secteur durable le plus adapté à son contexte local : Afidel s'intéresse à l'agriculture dans les zones rurales autour de Saint-Gaudens, en France ; Dafni Kek présente le recyclage des matériaux à Patras, en Grèce ; Duemilauno Agenzia Sociale se concentre sur le recyclage des textiles à Trieste, en Italie, l'Institut Bucovina travaille sur le reconditionnement des meubles à Suceava, en Roumanie, et Precious Plastic reconditionne le plastique à Ténériffe, en Espagne.

Bibliographie Économie Verte

Commission européenne (2023). Stratégie et politique. Ce que nous faisons. Transition écologique. Transport et mobilité. Consulté le 14 août 2023 sur

https://reform-support.ec.europa.eu/what-we-do/green-transition_en#transport-and-mobility

Commission européenne (2020) EUROPEAN SEMESTER THEMATIC FACTSHEET RESOURCE EFFICIENCY

https://commission.europa.eu/system/files/2020-06/european-semester_thematic-factsheet_resource-efficiency_en_0.pdf

CEE-ONU (2023), Commission économique des Nations unies pour l'Europe, Politique de l'environnement. Greening the economy in the pan-European region. Consulté le 14 août 2023 sur

<https://unece.org/greening-economy-pan-european-region-0>

Le secteur agricole en France

L'agriculture est un secteur de grande importance pour l'économie française et mondiale. En effet, la France est le 6^e exportateur mondial de produits agricoles, représente 18,4 % de la production européenne totale et est le premier exportateur mondial de vin et de pommes de terre, ainsi que le premier exportateur européen de viande bovine, de céréales et d'œufs (DelegFrance, 2023). Les principales productions agricoles du pays sont les céréales, les légumes, les fleurs et les fruits. Le pays produit également du vin et des plantes aromatiques. (Chambre de l'agriculture, 2023)

Au cours des dernières décennies, l'agriculture française a considérablement évolué, en partie grâce à la politique agricole commune européenne, passant d'une majorité de petites exploitations dans les années 1950 à des exploitations professionnelles moins nombreuses et plus grandes, dépendantes des technologies modernes. Il restait moins de 600 000 exploitations agricoles dans les années 2000, contre 2,3 millions en 1955. (Geoportail, 2023, L'agriculture, nouveaux défis - éd. 2007).**

Le secteur agricole est globalement confronté aux défis de la crise climatique. En effet, l'agriculture peut avoir un impact sérieux sur l'environnement, notamment par la pollution et la dégradation des sols, de l'eau et de l'air. Toutefois, l'OCDE souligne que l'agriculture "peut aussi avoir un impact positif sur l'environnement, par exemple en piégeant les gaz à effet de serre dans les cultures et les sols, ou en atténuant les risques d'inondation grâce à l'adoption de certaines pratiques agricoles". (OCDE, Agriculture et environnement)

En outre, la crise économique de 2019 a entraîné une augmentation des coûts de l'énergie et d'autres ressources pour les producteurs.

Emploi dans l'agriculture

Le secteur agricole est le deuxième employeur de France avec 670 000 emplois ([Pole Emploi](#), 2023), tant dans le secteur conventionnel que dans le secteur biologique. Les emplois peuvent être permanents ou saisonniers (principalement pour les récoltes) et comprennent un éventail de possibilités telles que l'arboriculture, l'horticulture, les soins aux animaux et la vente. ([IMT](#), 2023). 240 000 recrutements sont prévus en 2023.

Actuellement, le secteur agricole français connaît une pénurie de main-d'œuvre. Le "renouvellement des générations" défaillant fait que pour trois agriculteurs qui partent à la retraite, un seul s'installe. ([Chambre agriculture](#), 2022, p.2). L'emploi agricole est ainsi passé de 7,1 % de l'emploi total en 1982 à seulement 1,5 % en 2019. ([Insee](#), 2023). En lien avec la crise du changement climatique, des questions se posent sur la manière d'assurer la sécurité alimentaire du pays. ([Territoires au futur](#), 2023).

Les problèmes de renouvellement des générations sont également présents dans les zones rurales du département de la Haute-Garonne, dans le sud-ouest de la France, où se trouve Afidel. En effet, 1729 des 4246 agriculteurs présents ont plus de 55 ans, ce qui signifie que plus de 800 agriculteurs à temps plein manquent à l'appel. ([Territoires au futur](#), 2023).

L'agriculture comme secteur vert

Bien que l'on puisse considérer l'agriculture comme un secteur vert par définition, l'évolution vers des exploitations plus grandes et plus automatisées a entraîné une pression accrue sur les ressources naturelles. L'agriculture est notamment à l'origine de la pollution de l'air et est responsable de 97 % des émissions atmosphériques d'ammoniac ([Ecologie.gouv](#), 2023). Selon l'OCDE, un "défi majeur pour le secteur agricole est de nourrir une population mondiale croissante, tout en réduisant l'impact sur l'environnement et en préservant les ressources naturelles pour les générations futures". ([OECD, Agriculture and the environment](#))

Au cours des dernières années, l'agriculture biologique est passée à plus de 13 % de l'ensemble des exploitations et à 10 % de la surface totale utilisée pour l'agriculture. Elle emploie l'équivalent de 200 000 travailleurs à temps plein. L'agriculture biologique est également plus intensive en main-d'œuvre, le ministère national de l'agriculture estime qu'une exploitation biologique nécessite 30 % de main-d'œuvre de plus qu'une exploitation agricole dite traditionnelle. En conséquence, les exploitations biologiques sont considérées comme un moteur important de création d'emplois dans les zones rurales par le Ministère de l'agriculture et les promoteurs de l'agriculture à petite échelle (biologique) en font la promotion en tant que solution pour le développement durable, l'emploi et la sécurité alimentaire. De ce fait, [Territoires au futur](#) (2023) a estimé que 59,4 % de l'approvisionnement alimentaire pourrait être produit par des fermes locales, 90,2 % de l'approvisionnement alimentaire pourrait être produit si les fermes diversifiaient leur production et 100 % de l'approvisionnement alimentaire pourrait être produit localement si la consommation de viande était réduite de 50 %.

Un certain nombre d'organisations agricoles françaises mettent en œuvre des programmes en faveur d'un secteur agricole florissant et durable et d'une zone rurale dynamique où les communautés peuvent trouver un emploi.

Bonnes pratiques

Cocagne Alimen'Terre - <https://cocagne-alimenterre.org/>

Cocagne Alimen'Terre est une ONG qui vise à relever les défis écologiques et sociaux sans précédent auxquels l'humanité est actuellement confrontée. L'ONG met en œuvre des actions de terrain en faveur d'un accès égal à une alimentation de haute qualité, saine et durable, tout en assurant une rémunération équitable aux producteurs. Leurs travaux s'adressent à la fois aux producteurs, aux consommateurs et aux demandeurs d'emploi.

Dans l'un de ses projets, les Jardins de Cocagne, l'ONG propose d'employer dans des jardins biologiques des personnes éloignées du marché du travail. Ce projet vise à aider les personnes en chômage de longue durée tout en soutenant une production alimentaire locale durable et saine.

CIVAM Occitanie - Solid'R - <https://www.civam-occitanie.fr/-ACCUEIL-REFUGIES->

L'association française de développement agricole et rural, le Réseau CIVAM, a mis en œuvre un projet pilote visant à favoriser l'emploi des migrants dans les zones rurales grâce à la formation professionnelle des réfugiés et des demandeurs d'asile dans de petites exploitations agricoles. Le projet a été mis en œuvre

dans quelques régions de France et vise à aider les migrants à identifier leur savoir-faire, à découvrir les professions locales, à construire un plan de carrière et à acquérir de l'autonomie.

Bibliographie Agriculture en France

Chambres d'agriculture (2023). Les chiffres 2022 de l'agriculture française. Consulté en ligne <https://chambres-agriculture.fr/publications/toutes-les-publications/la-publication-en-detail/actualites/les-chiffres-2022-de-lagriculture-francaise/>

CIVAM (2023), Centres d'initiatives pour valoriser l'agriculture et le milieu rural, Accueil en milieu rural. Accueil réfugiés. Consulté le 14/08/2023 sur <https://www.civam-occitanie.fr/-ACCUEIL-REFUGIES->

Cocagne Alimen'Terre (2023), Nos actions. Consulté le 14/08/2023 sur <https://cocagne-alimenterre.org>

DESRIERS, Maurice (2007), L'agriculture, nouveaux défis. L'agriculture français depuis cinquante ans : des petites exploitations familiales aux droits à paiement unique. Accessible en ligne sg-proxy02.maaf.ate.info/IMG/pdf/AGRIFRA07c-2.pdf

Gouvernement (2023). Écologie. Politiques publiques. Installations classées agricoles. Consulté le 14/08/2023 sur <https://www.ecologie.gouv.fr/installations-classees-agricoles>

INSEE, Institut national de la statistique et des études économiques (2023). Les agriculteurs : de moins en moins nombreux et de plus en plus d'hommes. Consulté le 14/08/2023 sur <https://www.insee.fr/fr/statistiques/4806717>

OECD, in French OCDE (2023) Organisation de coopération et de développement économiques. Consulté le 14/08/2023 sur <https://www.oecd.org/agriculture/topics/agriculture-and-the-environment/>

Pôle Emploi (2023) - IMT, Informations Marché du Travail, Le marché du travail - Consulté le 14/08/2023 sur <https://candidat.pole-emploi.fr/marche-du-travail/secteuractivite?codeSecteurActivite=01&codeZoneGeographique=76&typeZoneGeographique=REGION>

Pôle Emploi (2023), Agriculture, choisir un secteur d'avenir. Consulté le 14/08/2023 sur <https://www.pole-emploi.fr/actualites/le-dossier/agriculture---secteur-animalier/agriculture/agriculture-secteur-avenir.html>

Représentation permanente de la France auprès de l'Union Européenne (2021). La France dans l'UE. L'agriculture française en quelques chiffres. AConsulté le 14/08/2023 sur <https://ue.delegfrance.org/l-agriculture-francaise-en-3038>

République Française (2023) Géoportail. Consulté le 14/08/2023 sur

<https://www.geoportail.gouv.fr/thematiques/agriculture>

Territoires au futur (2023). Occitanie. Haute-Garonne. Consulté le 14/08/2023 sur

<https://territoiresaufutur.org/departement/31>

Recyclage des matériaux en Grèce

Stratégies

La gestion des déchets solides nécessite la conception et la mise en œuvre de systèmes nationaux intégrés qui soient durables et efficaces. Grâce à la réutilisation et au recyclage de matériaux tels que le papier, le verre, l'aluminium, le plastique et le métal, de grandes quantités de matières premières et d'énergie peuvent être économisées. En Grèce, la volonté du public de protéger l'environnement et d'améliorer la santé publique conduit à passer de politiques de gestion des déchets à des politiques de gestion durable des matériaux. Selon le ministère de l'environnement, de l'énergie et du changement climatique, l'objectif est la transition vers un «modèle de développement auto-durable», qui garantit, entre autres, une répartition équitable et à long terme des ressources naturelles et un développement plus pertinent, équitable et approprié pour tous les acteurs et les générations futures (Commission européenne, s.d.). Cette transition devrait également créer de nouvelles possibilités d'emploi dans le secteur économique durable. (Υ.Π.Ε.Κ.Α., χ.χ.α).

La législation sur l'emballage et la gestion alternative des emballages et autres produits (2939/2001 et 4042/2012) consolide la « responsabilité élargie du producteur » et stipule la participation obligatoire du producteur à la gestion des emballages (ibid.). Le nouveau plan national de gestion des déchets (ΕΣΔΑ) 2020-2030 fixe des objectifs compatibles avec les directives de l'UE sur la séparation à la source, qui font également partie des directives du paquet sur l'économie circulaire. Le plan national vise à augmenter la quantité de déchets solides municipaux réutilisés et recyclés à au moins 55 % du total des déchets produits à l'échelle nationale (calculé en poids) d'ici 2025 et à 60 % d'ici 2030. Un objectif est également fixé pour limiter la mise en décharge à 10 % des déchets solides municipaux d'ici à 2030 (Υ.Π.Ε.Κ.Α., χ.χ.β).

Institutions

L'organisation grecque du recyclage (Ε.Ο.ΑΝ.) est l'organe compétent du ministère de l'environnement, de l'énergie et du changement climatique pour la conception et la mise en œuvre des politiques de recyclage en Grèce. Il est responsable de l'approbation, de la supervision et du contrôle des systèmes de gestion alternatifs et surveille la réalisation des objectifs nationaux de recyclage et de valorisation de ces matériaux conformément au Plan national de gestion des déchets et aux niveaux régional et local (Υ.Π.Ε.Κ.Α., 2021).

À ce jour, quatre systèmes alternatifs de gestion des emballages et des déchets d'emballages ont été approuvés et fonctionnent grâce à la coopération entre les producteurs ou importateurs de produits d'emballage et les autorités locales qui sont légalement responsables de la collecte des déchets municipaux

(Ε.Ο.ΑΝ., χ.χ.). L'une d'elles, la Hellenic Recycling Recovery Company (ΕΕΑΑ), gère les centres de tri des matières recyclables (ΚΔΑΥ).

En général, le processus de recyclage des matériaux dans le pays et la Hellenic Recycling Recovery Company font face à de nombreuses difficultés. La cause principale de cette situation est l'incapacité des autorités compétentes à résoudre des problèmes de longue date. En Grèce, l'évasion fiscale liée aux entreprises produisant ou utilisant des matériaux recyclables et non recyclables n'est toujours pas combattue efficacement et représente actuellement 42 % du pourcentage général d'évasion fiscale. Elle concerne les déchets de matériaux qui ne sont pas soumis au système officiel et ne remplissent donc pas leurs obligations légales (ΕΕΑΑ, 2022).

Données de recyclage

Selon l'Agence grecque de recyclage, la production de déchets d'emballages était estimée à 814 700 tonnes pour l'année 2018, soit une augmentation globale de 4 % par rapport à 2017. Sur ce total, 506 980 tonnes ont été recyclées. Le tableau 1 présente la production estimée de déchets d'emballages par matériau et le pourcentage de ceux-ci qui sont actuellement recyclés.

Materiaux	Déchets d'emballage	Recyclage de matériaux	% Recyclage	
			Cible	Performance
Verre	104,400	34,390	60	32.9
Plastique	202,100	80,420	22.5	39.8
Papier	356,700	326,280	60	91.5
Métal				
Aluminium	21,900	7,570	-	34,6
Autre	129,600	58,320	-	-

Table 1: Material waste production and their recycling quantities (Ε.Ο.ΑΝ., 2018)

La situation à Patras

Dans la municipalité de Patras, il y a 26 bacs de recyclage souterrains de grande capacité, 3 030 bacs bleus pour le plastique, l'aluminium et le papier, 250 bacs avec couvercle jaune pour le papier imprimé, 94 bacs pour le verre et 26 bacs pour les petits appareils électriques, les ampoules et les toners d'imprimante (Δήμος Πατρέων, χ.χ.). Le Centre de tri des matières recyclables de Patras a temporairement cessé ses activités, dans l'attente d'une décision du conseil municipal approuvant la proposition de la Hellenic Recycling Recovery Company, qui implique le transfert de la collecte des matières recyclables et de l'exploitation de l'installation locale de récupération des matières à la municipalité. La Municipalité de Patras s'oppose à cette proposition, laissant entendre qu'elle ne dispose pas de l'expertise nécessaire pour

exploiter l'installation et qu'il n'existe pas de disposition globale pour les coûts élevés de collecte, de transport et de tri des matériaux recyclables, qui seront nécessairement pris en charge par le public (Δήμος Πατρέων, 2022).

Bonnes pratiques

Dans la zone industrielle de Patras, un certain nombre d'usines traitent du recyclage de différents matériaux, principalement du métal et de l'aluminium. Malheureusement, l'accès aux données relatives à leur fonctionnement, au nombre de travailleurs qu'ils emploient et à leur contribution générale au processus de recyclage fait défaut. En outre, plusieurs start-ups, entreprises innovantes et ONG opérant dans la zone étendue de Patras, sont associées au recyclage de différents matériaux et adoptent les principes de l'économie circulaire.

L'entreprise coopérative sociale « Recyclage à la source » vise à diffuser le recyclage en séparant les matériaux à la maison, au travail et dans les lieux publics (papier, plastique, métal, appareils électriques, batteries, huile). L'initiative a permis de collecter et d'éliminer des centaines de tonnes de matériaux recyclables de première qualité pour les industries locales depuis 2014. De nombreux bénévoles visitent leur entrepôt et apportent leurs matières recyclables triées. La coopérative organise également des Repair Cafés, où les appareils électroniques et les ordinateurs sont réparés puis donnés aux écoles.

Coffeeco utilise des sous-produits du café, de la bière et du vin pour créer des ingrédients de soins de la peau respectueux du microbiome. En collectant et en gérant les déchets de café, ils réduisent l'impact environnemental de la consommation de café, en particulier dans la ville de Patras où beaucoup de cafés fonctionnent. Leur analyse du cycle de vie (ACV) montre que pour chaque tonne de café moulu réutilisée, ils éliminent 176 kg de CO₂e de l'environnement.

PHEE utilise un type d'herbe marine, les feuilles mortes de l'angiosperme *Posidonia Oceanica*, qui selon les scientifiques est l'un des plus anciens organismes vivants sur Terre. Les feuilles de posidonie sont rejetées chaque année en grande quantité sur la côte méditerranéenne et sont éliminées comme déchets. L'équipe de PHEE est devenue la première entreprise au monde à utiliser pleinement l'angiosperme comme matière première pour créer le panneau PHEE, un panneau plat à base de cellulose hautement esthétique qui peut être appliqué dans diverses industries telles que le mobilier, les accessoires, l'emballage, les décorations intérieures et bien d'autres.

L'entreprise sociale Liofylo utilise différentes variétés de feuilles d'olive, les déchets agricoles du processus de production d'huile d'olive (de l'arbre au moulin) et crée un matériau innovant et respectueux de l'environnement. Ils fabriquent deux types de panneaux biodégradables visant à rendre les produits et leur processus de production respectueux de l'environnement. Les panneaux ont des applications potentielles dans une large gamme de produits. Jusqu'à présent, Liofylo a réussi à valoriser 7 500 kg de feuilles d'olivier et 1 300 kg de bois d'olivier.

Bibliographie Grèce

Internationale

Commission européenne. (s.d.). Objectifs de développement durable. Extrait de :

https://commission.europa.eu/strategy-and-policy/international-strategies/sustainable-development-goals_en

Grecque

Patras. (par exemple). Recycle. Extrait 2023, 15 janvier :

<https://www.e-patras.gr/el/anakyklosi>

Patras. (2022) Lettre du maire de Patras, Kostas Peletidis, à la Hellenic Recycling Society, pour planifier le recyclage dans la région - Proposition de la municipalité pour la poursuite du recyclage. <https://www.e-patras.gr/el/epistoli-dimarhoy-patreon-kosta-peletidi-pros-tin-elliniki-etaireia-ana-kyklosis-gia-ton-shediasmo>

CEEE. (2020). Rapport du système de collecte de la gestion alternative - Recyclage. Récupéré à partir de :

https://www.herrco.gr/wp-content/uploads/2023/05/EEAA_%CE%91%CF%80%CE%BF%CE%BB%CE%BF%CE%B3%CE%B9%CF%83%CF%84%CE%B9%CE%BA%CE%AE-%CE%88%CE%BA%CE%B8%CE%B5%CF%83%CE%B7-2022.pdf

E.O.AN. (2018). Administration alternative. Emballages et déchets d'emballages. Récupérés à partir :

<https://www.eoan.gr/%ce%b5%ce%bd%ce%b1%ce%bb%ce%bb%ce%b1%ce%ba%cf%84%ce%b9%ce%ba%ce%ae-%ce%b4%ce%b9%ce%b1%cf%87%ce%b5%ce%af%cf%81%ce%b9%cf%83%ce%b7/%cf%83%cf%85%cf%83%ce%ba%ce%b5%cf%85%ce%b1%cf%83%ce%af%ce%b5%cf%82-%ce%b1%cf%80%cf%8c%ce%b2%ce%bb%ce%b7%cf%84%ce%b1-%cf%83%cf%85%cf%83%ce%ba%ce%b5%cf%85%ce%b1%cf%83%ce%b9%cf%8e%ce%bd/>

Ministère de l'Environnement, de l'Énergie et du Changement climatique. (ville) Recycler. Récupéré à partir de : <https://ypen.gov.gr/diacheirisi-apovlition/sterea-apovlita/anakyklosi/>

Ministère de l'Environnement, de l'Énergie et du Changement climatique. (p. ex. b). Déchets Solides. <https://ypen.gov.gr/diacheirisi-apovlition/sterea-apovlita/>

Ministère de l'Environnement, de l'Énergie et du Changement climatique. (2021). Communiqués de presse. Procédures simplifiées : Fonctionnement de la plateforme électronique du plan local de gestion des déchets. <https://ypen.gov.gr/aplopoiisi-diadikasion-se-leitourgia-i-ilektroniki-platforma-tou-topikou-schedio-u-diacheirisis-apovlition/>

Réutilisation et recyclage des textiles en Italie

Face au scénario d'un secteur, l'industrie textile et de la mode, qui représente la deuxième industrie la plus polluante au monde (après l'industrie pétrolière) et en raison du gaspillage des ressources - notamment de l'eau - la question de la récupération des déchets textiles devient fondamentale. Ces dernières années, la mode rapide est devenue de plus en plus répandue, entraînant une forte augmentation de la quantité de vêtements produits mais aussi de la quantité de déchets, principalement constitués de matières synthétiques, qui représentent aujourd'hui 60% des fibres textiles mises sur le marché (le polyester est la fibre la plus utilisée). Dans le cycle des déchets textiles, seulement 1 % des déchets du monde sont récupérés sous forme de nouveaux vêtements, ce qui explique en partie pourquoi les déchets textiles sont également devenus une partie importante du New Deal de la Commission européenne, qui invite les États membres à mettre en œuvre la collecte séparée des textiles à partir du 1er janvier 2025 en tant qu'un des objectifs durables des directives sur l'économie circulaire.

La situation en Italie

Depuis le 1er janvier 2022, l'obligation de séparer les déchets textiles est en vigueur dans toutes les municipalités en Italie. C'est le résultat de la transposition en Italie des directives du plan d'action pour l'économie circulaire (PAEC) (Commission européenne, 2020), qui a avancé le point de départ de trois ans par rapport à 2025 établi au niveau de l'UE. La pertinence du textile en Europe est démontrée par le fait que le plan d'action européen 2020 sur l'économie circulaire a identifié le textile comme l'un des secteurs prioritaires, annonçant la publication d'une stratégie spécifique.

La chaîne de recyclage des déchets textiles

La responsabilité exclusive de la collecte des déchets urbains en Italie est confiée par la loi aux municipalités, aux consortiums de municipalités ou, par délégation de ces derniers, aux gestionnaires de service public, qui confient à leur tour la collecte de cette fraction des déchets urbains par voie d'appel d'offres public à une entreprise disposant des autorisations nécessaires pour gérer la collecte. Il s'agit d'un système articulé d'acteurs et de canaux qui s'occupe de la seconde vie des vêtements usagés, représenté d'une part par la collecte séparée de la fraction textile, identifiée par les codes CEE (European Waste Code) 20.01.10 et 20.01.11, et qui prévoit en pratique la collecte dans les conteneurs appropriés, après une phase de sélection, le passage au canal de réutilisation, de recyclage ou d'élimination. Il est également possible de donner une seconde vie aux vêtements usagés par des canaux alternatifs à la collecte sélective des déchets: l'article 14 de la loi 166 de 2016 favorise le transfert aux associations caritatives qui les distribuent à ceux qui en ont besoin, des vêtements qui ne sont donc pas considérés comme des déchets, mais comme un don.

Quelques chiffres tirés du dernier rapport Italie du recyclage 2021 de la Fondation pour le développement durable, un échantillon de la circularité de la chaîne d'approvisionnement : par rapport à 2010, le nombre d'entreprises italiennes qui s'occupent de la réparation d'articles textiles a augmenté de 162 %. En 2019, les entreprises du secteur textile ont produit 480 000 tonnes de textiles. Par rapport à 2010, une augmentation

de 39,5%. En raison de la tendance à la « mode rapide », le taux de croissance des déchets textiles provenant de la collecte urbaine a été d'environ 228%. En 2019, 46 % des déchets textiles étaient destinés à la valorisation des matières, tandis que 11 % étaient destinés à l'élimination. Un autre 43% est utilisé pour des activités intermédiaires, telles que le prétraitement et le stockage, une activité typiquement réalisée par des coopératives sociales qui s'occupent de la collecte, en accord avec les municipalités.

Effets positifs de la collecte et de la valorisation de la fraction textile des déchets municipaux :

- **Environnemental.** Elle prolonge la durée de vie des produits et des matériaux, réduisant la consommation de matières premières et d'énergie pour en produire de nouveaux ;
- **Économique.** Les coûts de la collecte ne sont pas supportés par les citoyens ; les administrations publiques économisent les coûts d'élimination d'environ 130 000 tonnes de déchets par an, qui peuvent être estimés à environ 2,5 millions d'euros par an aux prix courants ;
- **Social.** Une activité, notamment en matière de collecte, largement réalisée par des coopératives sociales qui garantissent l'emploi de personnel issu de groupes défavorisés.

Défis et solutions

D'une part, il faut une réorganisation globale du système qui ne peut être mise en œuvre qu'avec une intervention ciblée des pouvoirs publics et, d'autre part, une transparence et une clarté totales à l'égard du public.

Plusieurs études suggèrent que les biens d'occasion dépasseront la mode rapide. Et c'est une prévision positive car avoir des vêtements de meilleure qualité qui durent plus longtemps, même s'ils passent à de nouveaux marchés, est certainement mieux que de continuer à produire des produits de très basse qualité qui ne sont pas très durables et ont des composants chimiques dangereux.

- Il sera nécessaire de définir des règles à l'appui du critère de la responsabilité élargie des producteurs (REP) (c'est-à-dire la règle, inscrite dans la directive 851/2018, selon laquelle le producteur d'un bien est également responsable au stade post consommateur, c'est-à-dire de sa gestion une fois que le bien devient un déchet).
- Une autre mesure qui doit être prise est d'augmenter les points où les déchets peuvent être livrés afin de faciliter la vie des citoyens.
- Les activités de recyclage doivent être généralisées sur l'ensemble du territoire et les installations de recyclage doivent être agrandies.
- Les activités de recyclage doivent être généralisées sur l'ensemble du territoire et les installations de recyclage doivent être agrandies.

Bonnes pratiques

Les deux bonnes pratiques suivantes précisent les activités que les entreprises sociales/coopératives sociales en particulier développent dans le secteur du recyclage et de la réutilisation des textiles. Les deux coopératives sociales, Lister Social Tailoring à Trieste et Quid à Vérone, réalisent des activités dans le secteur de l'économie verte du recyclage des textiles, créant en même temps la possibilité pour les personnes

vulnérables (santé mentale, migration, anciens détenus, etc.) de se présenter dans un environnement de travail durable et humainement qualitatif.

Lister utilise principalement des textiles (parapluies cassés, vieux jeans et manteaux, bannières promotionnelles, cravates, etc.) qui sont fournis par la communauté, et les transforme en nouveaux produits tels que des sacs à dos, portefeuilles, sacs, porte-stylos, cerfs-volants, etc.

Quid, crée des collections nées grâce à la récupération de tissus excédentaires mis à disposition par des entreprises prestigieuses du secteur de la mode et du textile. Dans un monde qui produit à des vitesses impensables, ils soutiennent l'idée de récupération, de recyclage et de réduction des déchets.

Lister Sartoria Sociale (Social Tailoring) <https://www.listersartoriasociale.it/>

Une photo fréquente pendant les jours pluvieux et venteux (Bora) : des parapluies cassés jetés dans des poubelles ou aux coins de la rue et peuvent avoir une nouvelle vie. Mais pas seulement, les jeans, cravates, banderoles, voiles..., sont transformés par les ouvriers (30% avec des vulnérabilités) de la Coopérative Sociale Lister.



Verona – QUID <https://www.quidorg.it/>

«Une nouvelle vie pour les personnes et les textiles»

Les vêtements Quid naissent de tissus récupérés de haute qualité.

Les vêtements Quid sont fabriqués à la main par des femmes ayant un passé personnel de fragilité.

Mode éthique. Innovation sociale. Des vêtements durables. Paiements sécurisés. Tissus éco-mode.



Bibliographie Italie

Alliance (2021). Industrie de la mode et de la valorisation des déchets textiles. Économie circulaire, l'exemple du secteur de la mode :

https://www.allianz-trade.com/it_IT/news-e-approfondimenti/trade-magazine/business-trends/textile-innovation/settore-moda-e-recupero-di-rifiuti-tessili.html

Autre économie (2021). Déchets textiles : à partir du 1er janvier 2022, un tri obligatoire est imposé. Sans directives, Marta Facchini :

<https://altreconomia.it/rifiuti-tessili-dal-primo-gennaio-2022-lobbigo-della-differenziata-senza-linee-guida/>

<https://www.ecomondo.com/blog/20917792/prevenzione-rifiuti-tessili>

Ecomondo (2022). Prévention Des Déchets Textiles :

https://environment.ec.europa.eu/strategy/circular-economy-action-plan_en

Fondation pour le développement durable (2021). L'Italie du recyclage

: <https://www.fondazionevilupposostenibile.org/italia-del-riciclo-2021/>

Network Digital 360 TEXTILE MANAGEMENT (2021)Textile et durabilité : la solution passe par le recyclage et la réutilisation des vêtements abandonnés, Claudio Costa :

<https://www.esg360.it/circular-economy/tessile-e-sostenibilita-la-soluzione-passa-attraverso-riciclo-e-riutilizzo-di-abiti-dismessi/>

Remise en état de meubles en Roumanie

La fabrication de meubles représente environ 4 à 5 % de l'industrie manufacturière en Roumanie. Le potentiel de circularité dans ce secteur concerne principalement l'utilisation de matériaux plus durables et l'application de principes de conception circulaire dans la phase de production, ainsi que l'amélioration de la gestion des déchets de meubles et en particulier des déchets de bois. Dans le même temps, le concept d'économie circulaire reconnaît également l'importance de la dynamique des ressources, en utilisant autant que possible les matériaux recyclés trouvés dans la biosphère, pour aider à restaurer les ressources naturelles, la biodiversité et les écosystèmes.

En septembre 2022, le ministère du Développement durable du gouvernement roumain a publié la Stratégie nationale pour l'économie circulaire, qui présente une analyse des principaux secteurs et industries économiques.

Le document souligne que la Roumanie figure parmi les pays européens les moins performants en termes de production de déchets et d'utilisation de matériaux recyclés. En outre, en ce qui concerne les critères de productivité des ressources, qui est l'un des indicateurs les plus importants de consommation et de production durables, la Roumanie a enregistré le score le plus bas de l'UE en 2019. La Commission européenne a conclu que le pays n'avait pas progressé au cours des dix dernières années en ce qui concerne l'utilisation de matériaux secondaires circulaires.

Plus préoccupant encore, au cours de la période 2009-2018, seuls 1,4 à 1,6 % de la main-d'œuvre totale ont été embauchés dans un secteur lié à l'économie circulaire, dans le domaine du recyclage ou de la réparation/réutilisation, soit beaucoup moins que la moyenne européenne. Cela s'explique également par le fait que les Roumains sont réticents à l'égard de la réduction des déchets, préférant remplacer les produits plutôt que de les réparer, ou ne prêtant pas attention aux solutions plus écologiques (par exemple, les transports, l'énergie, etc.).

L'industrie de meubles

En termes de développement durable, l'industrie du meuble est confrontée à des défis spécifiques, tels que l'exploitation intensive du bois, qui menace l'écosystème local et la biodiversité, ainsi que l'utilisation de matériaux synthétiques et de plastiques nocifs pour améliorer les propriétés des produits, ce qui conduit à la pollution des sols. (Stratégie nationale pour l'économie circulaire, 2022)

Un autre problème concerne le niveau de connaissance parmi les consommateurs, qui ont souvent peu d'informations sur la façon de prolonger la durée de vie d'un produit ou de choisir les matériaux les moins nocifs. En outre, l'utilisation de matériaux de mauvaise qualité et la mauvaise conception des meubles limitent la durée de vie des meubles et le potentiel d'une deuxième vie réussie. La collecte limitée et le sous-investissement dans la collecte et la logistique pour la reprise des meubles, les coûts élevés de réparation et de remise en état et la faible demande de meubles d'occasion sont autant d'obstacles supplémentaires à l'amélioration de cette situation.

La mise en œuvre de principes de conception circulaire, la réduction de l'utilisation de matériaux synthétiques, l'augmentation de la collecte sélective des déchets, les investissements dans les infrastructures de retour des meubles et les technologies de recyclage sont quelques-uns des moyens de s'attaquer à ce problème et de réduire la quantité de meubles qui finissent dans une décharge. En outre, les services locaux de rénovation du mobilier créent de nouvelles possibilités d'emploi, comme le montrent les pratiques exemplaires ci-dessous.

Comment les employeurs du secteur du meuble peuvent-ils aider ?

Grâce à la collaboration avec les établissements d'enseignement, y compris la formation postsecondaire en menuiserie ou en construction de meubles, les employeurs ont la possibilité de proposer une formation en cours d'emploi à leur personnel, contribuant ainsi au développement de nouvelles compétences.

Au niveau communautaire, il est nécessaire d'améliorer l'information et la transparence du processus, de la collecte au recyclage/utilisation, ainsi que la mise en place de centres ou de points de collecte, qui devraient être fournis par les autorités publiques locales, en partenariat avec les entreprises d'assainissement et d'autres collecteurs qui assurent la collecte des meubles usagés.

En Roumanie, à l'occasion de la Journée de la Terre en 2023, entre le 22 et le 23 avril, la toute première foire du mobilier recyclé, «NOUVEAU ET VIEUX BOIS», a été organisée dans le but de promouvoir un modèle innovant d'économie sociale et zéro déchet⁶.

Cinq mois seulement après avoir tenté d'organiser la foire, l'Association d'art In Context avait réussi à traiter plus de 500 kilos de bois, des chaises et des tables, aux bureaux et aux chevets.

Bonnes pratiques

"Mobilier Meșteșugit"⁷ - Production et remise en l'état

Mobilier Meșteșugit est un atelier artisanal qui produit des meubles en bois massif pour la maison et le jardin. L'entreprise offre également des services professionnels pour la remise à neuf de meubles anciens. Établi à Suceava comme point de travail au sein de l'Association Biosilva, il représente une structure d'économie sociale. Tous les produits fabriqués dans l'atelier de meubles sont principalement fabriqués à la main, en série limitée ou unique, dans le respect des techniques traditionnelles de transformation du bois, et le caractère naturel du bois massif est ce qui souligne vraiment leur valeur.



⁶ Radio România Cultural, 2023, *Primul târg anual de mobilier din lemn recondiționat s-a deschis la Slănic Moldova în perioada 22-24 aprilie*, Centrala Artelor In Context, <https://rb.gy/5ev1i>

⁷ www.mobiliermestesugit.ro

RECOREDI Association - un meilleur avenir pour des personnes vulnérables / Entreprise Sociale pour l'Insertion

Recoredi Association est une ONG qui fait du recyclage, de la remise en état avec de la peinture à la craie et de la tapisserie, avec des employés du système social. Ils ont également un magasin de meubles d'occasion en France.



Zinnas Holtz - <https://tapiteriidragos.ro/>

Zinnas Holtz est une entreprise sociale en Roumanie et bénéficiaire du projet POCU «SuccES - Structuri de creștere a calității economiei sociale». Une petite équipe de quatre personnes fournit des services de rembourrage, y compris des services gratuits pour les ONG travaillant avec les populations vulnérables.

Emmaus Satu Mare - <https://shorturl.at/eintS>



Photo source: Recycl'Art

Située dans le nord du pays, la branche roumaine d'Emmaüs est l'une des principales entreprises sociales roumaines qui se concentrent sur l'insertion professionnelle. L'ONG offre des services de soutien social aux jeunes post-institutionnalisés, qui sont encouragés à apprendre, à travailler et à s'engager dans des activités économiques qui impliquent la collecte et la remise en état de produits d'occasion tels que des meubles, de la vaisselle ou des jouets.

Recycl'Art - <https://shorturl.at/eguPV>

Recycl'Art est une entreprise de meubles située à Târgu-Mureș, co-fondée par Roman Works Association. Il est spécialisé dans la création de meubles et d'autres objets à partir de bois et de matériaux recyclés, tout en soutenant l'inclusion des personnes vulnérables sur le marché du travail. L'entreprise travaille avec des personnes qui ont des antécédents de toxicomanie, des Roms ou des personnes des zones rurales.

En partenariat avec d'autres organisations, Recycl'Art fournit des logements à ses employés. De plus, des adolescents souffrant de divers problèmes de santé mentale sont invités tous les jours autour de l'atelier.

Bibliographie Roumanie

Association Recoredi. Extrait du site

<https://www.facebook.com/profile.php?id=100066430520370>.

Gouvernement roumain (2022), Stratégie nationale sur l'économie circulaire. Extrait de

<https://dezvoltaredurabila.gov.ro/strategia-nationala-privind-economia-circulara-13409762>

Handcrafted Furniture. About us, Consulté sur <https://mobiliermestesugit.ro/despre-noi/>

Recycl'Art". À propos de nous, extrait de <https://recycleart.ro/en/about-us/>

RISE Romania, Emmaus Satu Mare - social enterprise for young people, Consulté sur

<https://shorturl.at/eintS>. Radio România Cultural, (2023, 24 avril). La première foire annuelle de meubles en bois reconditionnés s'est ouverte à Slănic Moldova du 22 au 24 avril, Centrala Artelor In Context. Tiré de <https://rb.gy/5ev1i>

Dragoș Tapestries, About the project, Consulté sur <https://tapiteriidragos.ro/despre-proiect/>

Plastique : pollution et recyclage aux Îles Canaries en Espagne

Une préoccupation croissante pour l'environnement

Le souci de préserver l'environnement naturel est de plus en plus présent dans les îles Canaries. L'administration met en place des politiques et des programmes pour améliorer son parc d'énergies renouvelables et l'utilisation durable et efficace des ressources afin d'atteindre les objectifs de l'Union européenne de réduire l'empreinte carbone dans une certaine mesure avant 2030 et de parvenir à des émissions nulles d'ici 2050.

Le passage à une économie verte est considéré comme un "défi inévitable" si les îles veulent conserver leurs ressources naturelles et leur riche biodiversité, et les administrations des îles encouragent activement ce secteur. En fait, plus d'une centaine d'entreprises gravitent autour des énergies renouvelables sur les îles aujourd'hui et 300 entreprises sont également membres d'Ecoembes, une organisation environnementale à but non lucratif qui coordonne le recyclage des emballages en Espagne. Cependant, les spécialistes mettent en garde contre le grand défi environnemental auquel le gouvernement est confronté : la création d'un nouveau modèle touristique avec de multiples niches de marché.

En Espagne en général, le recyclage est l'un des outils avec lesquels les individus et les entreprises contribuent à prendre soin de l'environnement. Le recyclage s'améliore aux Canaries : pour la seule année 2019, les Canaries ont déposé 14,5% de briques en plus dans les "conteneurs jaunes" (conteneurs de recyclage) par rapport à l'année précédente (Ecoembes). Chaque citoyen des Canaries a séparé 12,1 kg de contenants en plastique, en métal et en carton en vue d'un recyclage ultérieur.

Néanmoins, selon un récent rapport de Greenpeace (2019), seuls 25,4 % des emballages en plastique ont été récupérés en Espagne en 2016. Le reste, qui se retrouve souvent mélangé à d'autres déchets dans les poubelles, finit dans des décharges, à l'incinération ou dans l'environnement. Une grande partie du plastique est également exportée vers d'autres pays, généralement la Chine ou les Philippines, sans qu'aucune activité ne soit clairement définie quant à la fin de ces ressources. Rien qu'en 2016, l'Espagne aurait exporté un total de 318 926 tonnes de déchets plastiques et la Chine aurait été le principal pays importateur avec un total de 1 640 976 tonnes.

En réalité, les îles Canaries sont l'une des régions du monde les plus touchées par la présence de microplastiques dans la mer, selon le projet Implamac, dans le cadre duquel une cinquantaine de scientifiques de Madère, des Açores, du Cap-Vert et des îles Canaries étudient l'impact des microplastiques dans les eaux et l'écosystème marin de la Macaronésie. Les microplastiques sont de petits morceaux de plastique (moins de 5 mm) qui se forment lorsque le plastique arrive dans la mer et commence à se fragmenter en petits morceaux. Ils s'intègrent à l'écosystème marin et sont mangés par les poissons, entrant ainsi dans la chaîne alimentaire.

Recyclage et réutilisation des plastiques

Donner de la valeur au plastique fait partie de la solution à la pollution plastique. Tout d'abord, il est important que les entreprises assument leur responsabilité dans le cycle de vie complet de leurs produits et des emballages dans lesquels ils sont vendus. L'environnement subit de plein fouet l'augmentation prévue de 40 % de la production de plastique et des entreprises (de 2018 à 2028).

La responsabilité du problème de la pollution plastique n'incombe pas aux "pollueurs individuels", mais aux entreprises polluantes qui doivent adopter des solutions et des systèmes durables pour mettre fin à cette crise. Néanmoins, les consommateurs de biens ont la possibilité et l'obligation de tenir les entreprises responsables de la pollution plastique qu'elles introduisent sur le marché et d'exiger qu'elles commercialisent des aliments, des boissons et des produits de soins personnels sans emballage ou contenus dans des emballages réutilisables. En 2018, la campagne Break Free From Plastic a mobilisé près de 10 000 bénévoles lors de 239 nettoyages dans 42 pays sur 6 continents, collectant plus de 187 851 éléments de pollution plastique. En menant des "audits de marque" lors des nettoyages sur les plages, les équipes ont catalogué des milliers de sociétés mères commercialisant plusieurs milliers d'autres marques de consommateurs trouvées en tant que pollution plastique collectée dans les pays représentés. L'analyse de ces données révèle les principaux pollueurs dans le monde à partir des audits de marques participants ("In search of the World's Top Corporate Plastic Polluters, 2018").



Image 1: Volume of companies plastic pollution, Audit plastic Report, Greenpeace 2018

Malgré quelques avancées, la production de plastique continue de croître et aucune entreprise ni aucun gouvernement ne met en œuvre des politiques suffisamment courageuses ou ne met en place les technologies nécessaires pour mettre fin à ce problème planétaire. Une directive européenne de 2019 vise à réduire la présence de plastiques à usage unique dans tous les États membres de l'UE d'ici 2026 en interdisant les plastiques à usage unique lorsque "des alternatives durables sont facilement disponibles et abordables". (Commission européenne, 2019) Idéalement, les plastiques ménagers et à usage unique devraient être interdits sur l'ensemble de la planète.

Bonnes pratiques

L'interdiction mondiale des plastiques à usage unique étant loin d'être acquise, plusieurs pistes de travail sont mises en œuvre pour réduire la pollution plastique :

- Des mesures de sensibilisation des consommateurs à l'utilisation du plastique, telles que l'amélioration de l'accès à des pratiques plus écologiques comme les supermarchés écologiques en vrac où les produits peuvent être rechargés à l'infini sans l'utilisation indiscriminée du plastique comme d'habitude.
- Des mesures de nettoyage des plages et des espaces naturels afin d'empêcher le plastique d'interférer avec l'écosystème et la chaîne alimentaire.
- Génération de technologies qui peuvent donner une seconde vie aux ressources plastiques et ainsi acquérir une valeur qu'elles n'ont pas à l'heure actuelle. Le mouvement Precious Plastic est présent sur toute la planète et facilite la mise en œuvre de technologies de recyclage locales. Ce mouvement considère le plastique comme une bonne ressource qui peut faciliter la vie humaine mais qui doit être suffisamment valorisée pour ne pas être gaspillée.



Precious Plastic Canarias conçoit et construit des machines DIY (do it yourself) pour faciliter le recyclage local de différents types de plastiques. Les modèles doivent être suffisamment attrayants pour pénétrer le marché.

Deux types de plastique sont principalement recyclés : PEHD et PP.

Le processus de recyclage se divise en plusieurs étapes

- 1) Séparation par type de plastique et par couleur, nous regarderons les chiffres gravés entre les triangles, 2 PEHD et 5 PP principalement.
- 2) Grâce à la déchiqueteuse, nous déchiquetons le plastique par type et par couleur afin de le stocker et d'améliorer la qualité de la production.
- 3) Moulage du plastique, dans cette étape nous pouvons utiliser différents types de machines. L'injecteur chauffera le plastique pour l'injecter dans des moules préalablement fabriqués, il sera utilisé pour des produits de petite ou moyenne taille.

L'extrudeuse est utilisée pour fabriquer des produits qui peuvent être moulés grâce à un fil continu de plastique chaud qui en sort.



La machine à plaques peut fabriquer des plaques de différentes tailles.

4) Enfin, nous utiliserons des machines de découpe telles que la CNC ou d'autres outils pour donner une bonne finition au produit.

Actuellement, de l'année de sa constitution en 2019 à l'année 2023, Precious Plastic Canarias a atteint les objectifs suivants :

- Collecté et recyclé plus de 400 kg de plastique.
- Construit plus de 10 machines de recyclage différentes pour les îles Canaries et d'autres pays (Norvège, Italie...).
- Création de plus de 10 produits différents.
- Sensibilisation de plus de 1000 étudiants.
- Promotion de son travail dans plus de 20 festivals culturels de grande envergure.



The plate machine can manufacture plates of different sizes.

Bibliographie Espagne

Bauer, F., Nielsen, T. D., Nilsson, L. J., Palm, E., Ericsson, K., Fråne, A. et Cullen, J. (2022). Plastics and climate change breaking carbon lock-ins through three mitigation pathways (Plastiques et changement climatique : briser les blocages de carbone grâce à trois voies d'atténuation). *One Earth*, 5(4), 361-376.

Elliott, T., Gillie, H. et Thomson, A. (2020). European Union's plastic strategy and an impact assessment of the proposed directive on tackling single-use plastics items. Dans *Plastic waste and recycling* (pp. 601-633). Academic Press. https://environment.ec.europa.eu/topics/plastics/single-use-plastics_en

Hofman, J. (2018), Branded, in search of the world's top corporate plastic polluters. Audit Plastic Report, Greenpeace.
https://brandaudit.breakfreefromplastic.org/wp-content/uploads/2022/11/BRANDED-Report-2018_compressed.pdf

Plástico, M. (2019). Reciclar no es suficiente. Greenpeace,
<https://es.greenpeace.org/es/sala-de-prensa/informes/maldito-plastico>

Statista, (2018) "Global plastic production from 1950 to 2016 (in million metric tons)".
<https://www.statista.com/statistics/282732/global-production-of-plastics-since-1950>

The Guardian, (2017). "A million bottles a minute : world's plastic binge 'as dangerous as climate change'",
<https://www.theguardian.com/environment/2017/jun/28/a-million-a-minute-worlds-plasticbottle-binge-as-dangerous-as-climate-change>

Description de la formation linguistique

Description de l'unité

Les structures des unités donnent une vue d'ensemble des sessions d'enseignement. Chaque unité a des objectifs linguistiques, sociolinguistiques et pragmatiques qui sont abordés par les sessions d'enseignement.

Guide pratique	
Objectifs linguistiques, sociolinguistiques et pragmatiques	
Linguistique	
Grammaire	- structure de la phrase - masculinum / femininum - singulier / pluriel - nature des mots : nom, verbe, adjectif
Lexique	- noms - adjectifs - verbes) vocabulaire
Phonétique	- sons communs - sons différents - orthographe, syllabes, articulation
Sociolinguistique	
- échelle sociale : ce qu'il est important pour un apprenant de savoir sur : la culture de son nouveau pays d'accueil les relations avec les autres citoyens les situations formelles / informelles la vie quotidienne	
- linguistique : comment la langue influencera l'environnement de l'apprenant : savoir demander quelque chose savoir parler dans une situation formelle / informelle savoir expliquer une situation savoir demander quelque chose	
Pragmatique	
- quelles compétences seront utiles à l'apprenant dans son environnement (personnes, vie personnelle ou professionnelle)	
- quelles sont les compétences que l'apprenant doit utiliser pour agir sur son environnement (personnes, vie personnelle ou professionnelle)	
- quelles sont les compétences qu'un apprenant doit maîtriser pour intégrer	

Le consortium MILMET propose deux unités pour chaque langue du secteur vert/partenaire, chacune étant divisée en trois sessions. Les utilisateurs du Manuel peuvent combiner les sessions, dont la durée diffère, en fonction de leurs besoins, des ressources disponibles, du nombre d'apprenants et de la durée de leurs formations. Par exemple, dans certains cas, une session peut être enseignée à raison d'une heure par jour pendant quinze jours (formation extensive), alors qu'à d'autres moments, la même session peut être dispensée sur une journée de sept heures (formation intensive).

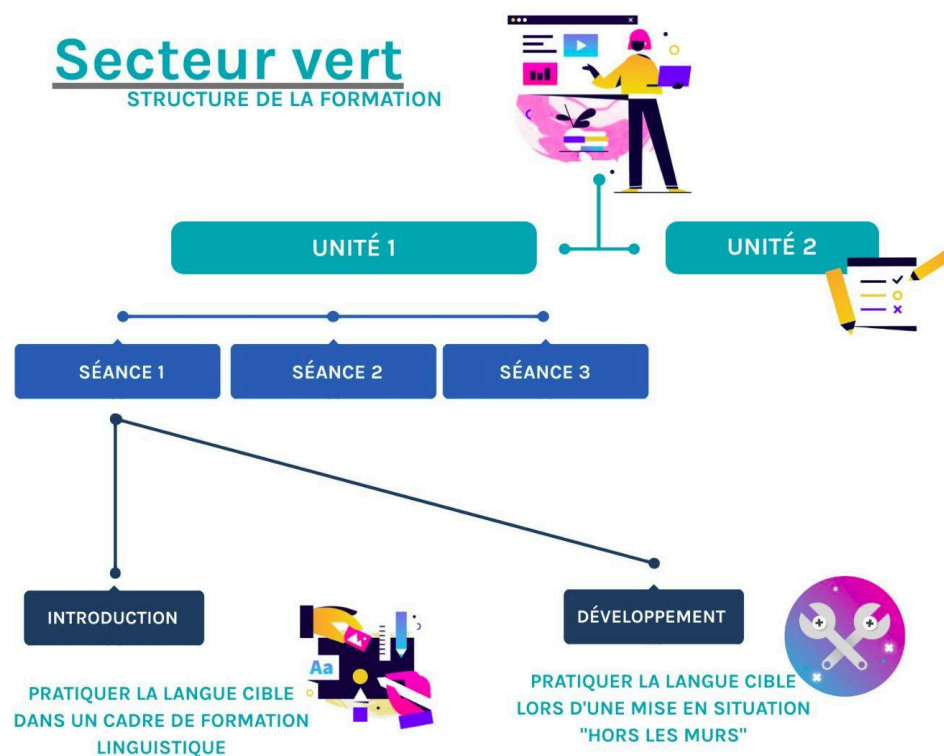
La structure de chaque session fournit des informations sur : les outils nécessaires, le déroulement, les méthodes de travail et la durée. Ces lignes directrices sont présentées de manière chronologique : la session commence par un brise-glace, suivi de l'introduction du sujet, puis de la pratique linguistique (identification, conceptualisation et systématisation), comme suit :

- Identification : se familiariser avec le nouveau contenu linguistique
- Conceptualisation : comprendre comment le nouveau contenu linguistique doit être utilisé
- Systématisation : apprendre à utiliser le nouveau contenu linguistique de manière appropriée.



Tableau récapitulatif		Unité1 Session 1		7 HEURES
Étape	Outils nécessaires	Procédures / Étapes	Méthode de travail	Durée
Brise-glace				
<u>Introduction</u>				
Travail sur la langue : identification				
Travail sur la langue : conceptualisation				
Production : systématisation				
<u>Extension</u>				
Travail sur la langue : identification				
Travail sur la langue : conceptualisation				
Production : systématisation				
<u>Évaluation</u>				

Enfin, le projet MILMET vise à permettre aux apprenants migrants d'acquérir les compétences nécessaires à leur intégration sur le marché du travail de l'économie verte. Par conséquent, chaque session de formation est divisée en deux moments : une formation linguistique complète se déroulant en classe, et un atelier pratique où les apprenants utilisent leurs nouvelles compétences (idéalement dans un cadre différent !).



A vous de jouer : accédez aux unités sur notre [site](#) !



2021-1-FR01-KA220-ADU-000026130



Financé par l'Union européenne. Les points de vue et opinions exprimés n'engagent que leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Union européenne ou de l'Agence exécutive européenne pour l'éducation et la culture (EACEA). Ni l'Union européenne ni l'EACEA ne peuvent en être tenues pour responsables.